

MINES, AGRICULTURE, TOURISME... **LES MÉGAPROJETS ENREGISTRÉS À L'AAPI**



Les investisseurs étrangers s'intéressent de plus en plus au marché algérien. De nombreux projets sont, en effet, enregistrés au niveau de l'Agence algérienne de la promotion de l'investissement (AAPI), et des centaines d'autres intentions d'investissement sont émises par des étrangers dans divers domaines, notamment, l'agriculture, l'industrie, les mines et le tourisme. Ce qui témoigne de l'engouement des investisseurs du retour de la confiance et de l'amélioration du climat des affaires, d'une manière générale.

Lire en page 3

Agression
sioniste à Gaza
**AU MOINS 15 438
ENFANTS TUÉS ET PLUS
DE 3 500 MENACÉE
PAR LA FAIM**



Le bureau des médias du gouvernement à Gaza a alerté hier, lundi, contre la famine qui menace la vie de 3 500 enfants de la bande de Gaza, sur fond d'état de siège et de guerre israélienne qui se poursuit depuis le 7 octobre, a rapporté, hier, l'agence presse turque Anadolu.

Lire en page 10

**START-UP, GESTION PORTUAIRE,
EXPORTATION...**

Les instructions
du Président
Tebboune

P2

AGRICULTURE

L'investissement
dans le sud permettra
la création de pôles
industriels

P2

RADIOS LOCALES

L'enjeu
de la proximité

P4



Start-up, gestion portuaire, exportation...

Les instructions du Président Tebboune



Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à des exposés relatifs au financement des start-up, à la réduction des délais de passage portuaire des marchandises importées, au suivi de l'état d'avancement du processus de numérisation indique un communiqué du Conseil.

Ainsi, Le président de la République, a ordonné d'ouvrir davantage le champ aux start-up pour bénéficier des projets publics et lutter contre les "pratiques obsolètes" visant à décourager les jeunes qui empruntent la voie du succès.

Concernant le financement des start-up, le président de la République a instruit le ministre du secteur à l'effet d'assurer toutes les facilitations aux jeunes porteurs de projets, qui font désormais "la fierté de l'Algérie aux niveaux régional, continental et international", d'interagir avec eux et d'écouter leurs préoccupations, notamment s'agissant de la réduction des délais de création de leurs en-

treprises, lit-on dans le communiqué du Conseil des ministres. Le président de la République s'est félicité de la politique suivie dans le domaine des start-up, assurant que l'Etat "continuera à accompagner ces jeunes qui représentent la nouvelle génération d'entrepreneurs et qui s'appuient sur les technologies et procédés scientifiques".

Le président de la République a enjoint au ministre du secteur "d'accélérer l'ouverture d'agences régionales chargées du financement et du suivi des projets des start-up", relevant que "la volonté de l'Etat de conférer rentabilité et efficacité économique aux start-up, nécessite l'adaptation à la mentalité de la nouvelle génération, et non l'adaptation des jeunes aux anciennes pratiques qui doivent être définitivement bannies.

Concernant la politique d'exportation, le président de la République, a instruit le Gouvernement d'élaborer une stratégie exhaustive englobant toutes les étapes d'exportation des produits algériens, notamment au vu de l'augmentation du nombre d'entreprises actives dans ce domaine.

Exportation

"Concernant le schéma d'exportation des produits algériens, le président de la République a enjoint aux ministres des Finances, de l'Industrie et du Commerce la réalisation d'une nouvelle étude scientifique et économique sur la faisabilité et l'efficacité de l'exportation de certains produits algériens", précise le communiqué du conseil des ministres. Le président de la République a également souligné que l'encouragement par l'Etat des opérations d'exportation des produits algériens, visait en premier lieu à soutenir l'économie nationale, générer une ressource supplémentaire de la devise et équilibrer la balance commerciale.

Gestion portuaire

S'agissant de la gestion portuaire, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné au Gouvernement de concevoir une approche exhaustive pour une nouvelle stratégie de gestion portuaire, à soumettre en Conseil des ministres dans les meilleurs délais. Concernant les mesures prises pour réduire les délais de passage portuaire des marchandises importées, le président de la République a ordonné au ministre des Transports "de redoubler de vigilance et de prudence face à toutes formes de manipulations, notamment la politique d'atermoiement s'agissant du contrôle des conteneurs", insistant sur l'impératif respect des délais de déchargement en renforçant les capacités et les dispositifs de contrôle, à même de permettre de libérer les espaces au niveau des ports secs, lit-on dans le communiqué du Conseil des ministres.

Le président de la République a enjoint de mettre en place un mécanisme de coordination, en matière de gestion de la pression issue des délais d'attente en rade au niveau des ports, "de manière à les réduire à une durée maximale de 24H".

Il a également ordonné de réduire la pression sur le port d'Alger, de concert avec les agences maritimes commerciales, en dirigeant une partie du trafic maritime des navires de commerce vers tous les ports du pays.

Agriculture L'investissement dans le sud permettra la création de pôles industriels

Le président de la Chambre nationale d'agriculture (CNA), Mohamed Yazid Hambli, a affirmé, hier lundi à Alger, que l'investissement dans le secteur agricole dans le sud algérien permettra de créer des pôles industriels à même de contribuer au développement de la région. Invité de la Radio nationale, M. Hambli a précisé que l'investissement dans les cultures stratégiques dans le sud permettra d'insuffler une dynamique de développement dans les wilayas du sud, d'une part, et de répondre aux besoins croissants de la population à travers le pays, d'autre part. Il a souligné, dans ce cadre, "la nécessité d'étendre les périmètres agricoles en se tournant vers le sud, où les terres et les eaux souterraines sont disponibles". Il a rappelé, dans ce contexte, le "grand potentiel agricole" que recèle la wilaya de Naâma, qui a abrité, samedi dernier, la Rencontre nationale sur les perspectives d'investissement dans les cultures stratégiques et la valorisation des races locales, organisée sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. "Il y a maintenant une réelle volonté politique d'investir dans l'agriculture dans le sud, à travers l'arsenal de lois et de mesures visant à faciliter l'investissement", a-t-il dit, soutenant que "l'Algérie connaît une véritable révolution agricole".

Pour conférer une plus grande dynamique aux transactions Lancement de la plateforme électronique des ordres de la Bourse

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) a lancé, dimanche à Alger, en partenariat avec l'Autorité gouvernementale de certification électronique (AGCE), la numérisation des ordres dans le but de conférer une plus grande dynamique aux transactions sur le marché financier national, tout en améliorant l'attractivité de ce dernier. L'annonce du lancement officiel de l'opération de numérisation des ordres de la Bourse (ordres de vente et d'achat des actions), s'est déroulée en présence du Conseiller du président de République chargé des finances, des banques, du budget, des réserves de change, des marchés publics et des règlements internationaux, Mohamed Boukhari et de la présidente du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Rabia Kherfi.

MDN

Chanegriha préside l'ouverture d'un colloque sur «la Défense nationale face à la guerre cognitive»

Le Général d'Armée, Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a présidé, hier, lundi, au Cercle national de l'Armée, à Béni Messous (Alger), l'ouverture des travaux d'un colloque national sur «la Défense nationale face à la guerre cognitive», indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Ont pris part à ce colloque, M. le Premier ministre, des ministres, des conseillers de Monsieur le président de la République, le Secrétaire général de la présidence de la République, les Commandants de Forces et de la Gendar-

merie nationale, le Commandant de la 1ère Région militaire, les chefs de départements, les directeurs et chefs de services centraux du ministère de la Défense nationale et de l'Etat-major de l'ANP, ainsi que de hauts cadres et des professeurs universitaires», précise la même source.

Après avoir souhaité la bienvenue aux hôtes et aux participants, le Général d'Armée a prononcé une allocution d'ouverture dans laquelle il a souligné «l'importance du thème de ce colloque qui intervient dans un contexte géopolitique complexe à travers le monde».



Mines, Agriculture, Tourisme...

Les mégaprojets enregistrés à l'AAPI

Les investisseurs étrangers s'intéressent de plus en plus au marché algérien. De nombreux projets sont, en effet, enregistrés au niveau de l'Agence algérienne de la promotion de l'investissement (AAPI), et des centaines d'autres intentions d'investissement sont émises par des étrangers dans divers domaines, notamment, l'agriculture, l'industrie, les mines et le tourisme. Ce qui témoigne de l'engouement des investisseurs du retour de la confiance et de l'amélioration du climat des affaires, d'une manière générale.



Par Akrem R.

Selon les chiffres dévoilés, hier, à Alger par le DG de l'AAPI, Omar Rekkache, pas moins de 7 480 projets d'investissement sont enregistrés à l'Agence au 31 mai dernier, pour un montant global de 3436.9 milliards de DA et avec prévision de création de 181 700 postes d'emploi directs. Dans le détail, 127 projets étrangers, dont 41 investissements directs étrangers (IDE) et 82 autres en partenariats, souligne-t-il lors de son passage au «Forum d'El Moudjahid». Concernant les projets structurants, l'intervenant a fait savoir l'existence de 54 grands projets émanant d'investisseurs locaux. En effet, à travers ces chiffres, l'investissement en Algérie reprend des couleurs et des résultats prometteurs sont attendus dans les deux prochaines années.

D'ailleurs, c'est sur cette base que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a tablé sur l'augmentation du PIB à 400 milliards de dollars à l'horizon 2027. Dans quelques mois, « nous atteindrons 10 000 projets enregistrés à l'AAPI. Ce ne sont pas des projets sur papier, mais ils sont réels. Pas moins de 21 projets structurants sont déjà lancés à travers le pays. Nous sommes sur la bonne voie», dira-t-il. Le nouveau cadre réglementaire régissant l'investissement, en plus des garanties sur une stabilité juridique de 10 ans et la création d'une commission de recours

au niveau de la présidence sont considérés comme étant des mesures incitatives aux investisseurs étrangers et locaux. Outre le projet d'investissement pour la production de la poudre de lait en partenariat avec les Qataris, d'une valeur de 3,5 milliards de dollars, des pourparlers sont en cours avec un investisseur italien, en l'occurrence Bonifiche Ferraresi (BF), pour la concrétisation d'un projet de production de blé au Sud du pays, pour un montant de près d'un milliard de dollars. Un premier projet sera réalisé dans la wilaya de Tougourt sur une superficie de 20 000 hectares, annonce Rekkache, faisant savoir qu'un deuxième projet sera également réalisé à Timimoune dans le domaine de la production de céréales sur une superficie de 37 000 ha.

L'agriculture, le tourisme et les mines attirent plus d'IDE

«L'AAPI et le ministère de l'Agriculture sont, par ailleurs, en discussions avec la société italienne pour l'orientation de ces investissements vers les domaines stratégiques de l'Etat, notamment, investir dans l'industrie de transformation destinée à l'exportation», détaille l'intervenant, en annonçant également des discussions avec des Qataris pour la réalisation d'un complexe touristique, sans donner plus de détails. Le DG de l'AAPI a révélé qu'un investisseur de la Malaisie « le groupe Lion » a enregistré son projet d'investissement en Algérie, consis-

tant en l'exploitation de ressources minières, comme l'aluminium et les minerais de fer destinés à l'exploitation industrielle, pour un montant de 8 milliards de dollars, outre, la création de 10 000 emplois directs. Dans la première phase, il est prévu l'investissement de 3,5 milliards de dollars. « C'est une opération très sérieuse, dont, nous, au sein de l'AAPI, allons faire de notre possible pour la concrétisation de ce projet. La seule contrainte à lever c'est de répondre aux exigences du groupe en matière de foncier. Il a demandé une superficie de 800 ha dans la wilaya de Boumerdes, avec l'objectif de réaliser un port au niveau de cette wilaya», souligne l'intervenant, en indiquant que ce groupe a fait une

autre proposition pour l'aménagement des zones industrielles. Pour lui, la concrétisation de ce projet est un défi personnel. En effet, la réalisation de cet important projet permettra à l'Algérie de devenir un leader mondial dans la production de l'acier, notamment.

Le problème du foncier persiste

Par ailleurs, le DG de l'AAPI a appelé les autres institutions de l'Etat, notamment les agences foncières (industrielle, agricole, touristique et Urbaine) à l'accélération des opérations de viabilisation des terrains. «Le portefeuille actuel entre les mains de l'AAPI est insuffisant pour répondre à la forte demande des investis-

seurs. Parfois, nous recevons des milliers de demandes pour une assiette. C'est pour cela, que nous demandons une implication accrue des institutions de l'Etat et des organisations patronales», appelle Rekkache. Évoquant l'opération d'octroi du foncier, le DG de l'AAPI a noté que l'attribution du foncier se fait désormais d'une manière digitalisée, en révélant que 404 assiettes foncières sont affichées sur la plateforme de l'AAPI, d'une superficie de 344 ha.

« Nous avons reçu 1176 demandes, dont 236 porteurs de projets qui ont bénéficié de décisions provisoires et finales de l'octroi du foncier. Des opérateurs ont bénéficié d'actes de concession pour la réalisation de projets d'une valeur globale de 315 milliards DA et la création de 32 485 emplois», détaille l'intervenant, annonçant le lancement d'un processus pour l'amélioration de l'opération d'octroi du foncier.

Pour sa part, Kamel Kheffache, président de la Commission des recours au niveau de l'AAPI, a fait savoir que cette dernière a traité 15 recours, dont une bonne partie concerne les anciens dossiers de l'ANDI, repris par l'AAPI. Des projets qui font face à des problèmes en lien avec le foncier, le financement et listes de biens et services à acquérir par l'investisseur. « Notre rôle est de trouver des solutions aux problèmes rencontrés par les opérateurs. L'AAPI a un rôle d'accompagnement des investisseurs et peut toujours trouver un consensus», explique-t-il.

A. R

Djamel Eddine Abdelghani Dridi, secrétaire général au ministère des Transports : «Vers la spécialisation des ports commerciaux»

Veiller à la décongestion de nos dix ports commerciaux dans les meilleurs délais, pour atteindre une gestion du transport maritime de marchandises plus rationnelle, est devenue ni plus ni moins qu'une urgence impérieuse au regard des délais excessivement longs dans le déchargement de navires. Ceci a évidemment un coût financier astronomique sur l'économie nationale.

L'instruction donnée hier, dimanche, en Conseil des ministres par le président de la République, pour une nouvelle vision de gestion portuaire vise cet objectif hautement stratégique.

« Aujourd'hui, nous pensons à la spécialisation

de nos ports (par catégories de marchandises, ndlr)», le but étant de décongestionner au maximum les ports, « une question discutée avant-hier en comité restreint avec les directeurs généraux des ports », a déclaré ce lundi matin M. Djamel Eddine Abdelghani Dridi, secrétaire général au ministère des Transports.

M. Dridi, qui s'exprimait à l'émission L'invité de la rédaction de la chaîne 3 de la Radio Algérienne, a évoqué la problématique de congestion des ports qui avait connu « en octobre 2023 un pic de taux d'occupation de 85% ». Depuis, plusieurs actions ont été engagées pour arriver, « en mars 2024, à un taux de 53% ».

R. N. et Radio nationale

Radios locales L'enjeu de la proximité

La radio se hisse de plus en plus au diapason des préoccupations quotidiennes du citoyen. Sans doute que la qualité du produit et le professionnalisme se gagnent chaque jour sur le terrain, mais, avec une soixantaine de radios (nationales, thématiques et régionales) l'Algérie "redécouvre" la radio à travers la proximité que ce média essaie de tisser un peu plus chaque jour avec le public (actuels auditeurs et public potentiel).



Par Amar Naït Messaoud

Préparation psychologique aux examens de fin d'année pour les élèves, préventions des incendies de forêts, conseils et vulgarisation agricoles, prévisions météorologiques, revue de presse, résultats sportifs, principaux faits divers locaux, conseils juridiques, et plus spécialement ceux en relation avec le statut personnel (Code la famille), lutte contre la consommation des stupéfiants, hygiène, protection de l'environnement, circulation routière, santé publique et maladies à transmission hydrique, les thématiques en relation directe avec la vie pratique se multiplient et se diversifient au fur et à mesure de leur complexification au sein de la société.

La radio, en sa qualité de média de proximité, est en train, de par le monde et en Algérie, de "prendre des galons", ou, mieux encore, de les reprendre. Situation paradoxale, dirions-nous, au moment où les télévisions satellitaires, les journaux électroniques et les réseaux sociaux font place nette à la modernité technologique. Eh bien, par un heureux "coup de génie" de cette dernière, la radio a investi tous les "recoins" des canaux d'expression portés par cette technologie. On la retrouve sur notre écran de télévision, sur les moteurs de recherche web, dans la voiture et sur le téléphone portable. Ce dernier, en tant que support matériel, rappelle un peu la forme des tout petits postes radio, mais plus miniaturisé (surtout aplati).

C'est devenu une réalité depuis quelques années, lorsque, outre les anciennes chaînes nationales héritées de la RTA (radio et télévision d'Algérie créées après l'indépendance), les pouvoirs publics ont commencé, à doper les wilayas de radios locales. En toute évidence, les trois premières chaînes publiques de la radio, d'envergure nationale ne pouvaient plus satisfaire les nouveaux besoins des populations en matière d'information, particulièrement l'information locale de proximité intéressant en premier lieu les populations dans un pays-continent.

Avec plus d'une cinquantaine de chaînes, le monde de la radio prend une autre dimension, tout

en révélant des insuffisances sur le plan du contenu et de la pertinence. L'ambition affichée en son temps par un ancien ministre de la Communication, en l'occurrence Nacer Mehal, en soutenant qu' "il appartient aux radios locales de contribuer à la promotion de l'information de proximité, de se rapprocher du citoyen et d'accompagner l'action de développement, outre leur rôle en tant que trait d'union entre les autorités et le citoyen", n'a pas pu bénéficier de tous les moyens matériels et réglementaires pour s'accomplir d'une façon optimale au bénéfice des citoyens. Il semble que le "trait d'union" dont parle le ministre, devant s'établir entre les autorités et le citoyen,

est, parfois, mal vécu, pâtissant d'un déficit de professionnalisme. L' "hégémonie" de l'information institutionnelle au détriment de la proximité fait peser sur le média une certaine lourdeur. Mais, beaucoup de chaînes régionales réussissent de se rattraper par l'investissement dans les thématiques de proximité, y compris par des émissions en direct par téléphone avec les auditeurs.

UNE NOUVELLE VIE POUR LE "TRANSISTOR"

En tous cas, dans l'éventail des supports constituant le paysage médiatique national, il est établi que la radio n'acquerra ses nouvelles "lettres de noblesse" que par une vision renouvelée de la ma-

nière d'aborder et de fournir l'information de proximité et d'animer la vie locale. Car, le canal de la radio présente bien des spécificités au regard de la portée et de l'impact social de ce "nouvel-ancien" média qui a presque un siècle d'existence.

Au cours des deux décennies, l'Algérie a essayé de rattraper un retard de trente ans en matière de couverture radio des différentes régions du pays en installant des radios régionales censées jouer à fond la politique de proximité. Les radios régionales lancées depuis le milieu des années 1990 constituent une initiative louable à plus d'un titre. Outre la proximité en matière d'information, les émissions culturelles et de divertissement apportent une autre proximité, celle consistant à revaloriser et à réhabiliter le terroir dans toute sa dimension (patrimoine matériel et immatériel). C'est là assurément, un moyen d'éveil culturel et pédagogique qui participe aussi des efforts de démocratisation de la société. Cet effort pourra être complété, au cours des prochaines années, par l'investissement dans ce type de média par des entreprises de statut privé. Mais, c'est tout un débat de savoir comment faire vivre une radio privée dans un paysage économique dominé par la publicité publique.

La vision mise en avant par les pouvoirs publics sur la nécessité d'accorder une importance accrue à la radio, un des plus vieux médias auquel la nouvelle technologie numérique a conféré une intéressante plus-value esthétique et pratique, remet sur le tapis la nature et la valeur d'un moyen de communication qui a eu ses heures de gloire pendant plus d'un demi-siècle et qui continue à jouer un rôle primordial dans les pays industrialisés, malgré la fascinante offensive des télévisions satellitaires et des technologies multimédia.

A. N. M.

Algérie Télécom

AT lance de nouvelles offres «MOOHTARIF»

Algérie Télécom a annoncé le lancement de nouvelles offres "MOOHTARIF" pour répondre aux besoins en connectivité des petites et moyennes entreprises, ainsi que des professions libérales, tout en poursuivant ses efforts de baisse de tarifs et d'augmentation de débits, indique dimanche un communiqué de cette entreprise.

Algérie Télécom annonce le lancement de nouvelles offres MOOHTARIF "spécialement conçues pour répondre aux besoins en connectivité des petites et moyennes entreprises, ainsi que des professions libérales" et ce, dans le cadre de ses "efforts continus de réduction des tarifs et d'augmentation des débits", précise la même source.

En ce sens, MOOHTARIF propose "une gamme diversifiée de formules parfaitement adaptées à tous les secteurs d'activités professionnelles, avec des paliers de vitesse ultra-rapide allant jusqu'à 200 Mbps, 500 Mbps et même 1 Gbps".

Les nouvelles offres MOOHTARIF se présentent comme suit :

Moohtarif 20 Mbps : de 3 100 DA/mois à 2 700 DA/mois

Moohtarif 50 Mbps : de 3 300 DA/mois à 2 900 DA/mois

Moohtarif 100 Mbps : de 4 100 DA/mois à 3 100 DA/mois

Moohtarif 200 Mbps : 3 300 DA/mois (nouveau palier de débit)

Moohtarif 300 Mbps : de 4 500 DA/mois à 3 500 DA/mois

Moohtarif 500 Mbps : 4 500 DA/mois (nouveau palier de débit)

Moohtarif 1 Gbps : 5 200 DA/mois (nouveau palier de débit)

Algérie Télécom précise, en outre que, "les clients professionnels éligibles à la fibre optique (FTTH) disposant d'un débit de 20 Mbps et plus, bénéficieront d'une augmentation systématique vers des débits supérieurs, sans frais supplémentaires".

Pour bénéficier de cette nouvelle offre, les clients peuvent se rapprocher de leur agence commerciale ou effectuer simplement une demande en ligne sur le site web d'Algérie Télécom.

A travers cette offre, Algérie Télécom vise à "promouvoir le développement de la connexion internet à très haut débit et à répondre aux attentes et besoins croissants de ses clients professionnels en matière de connectivité".

Pour plus d'informations, les clients sont invités à consulter le site web www.algerietelecom.dz

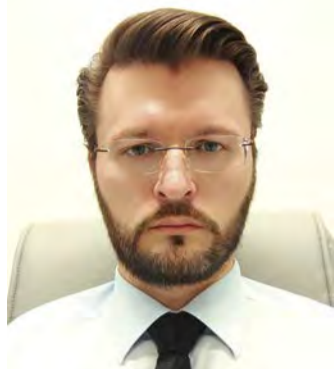
APS

L'aide militaire Occidentale à l'Ukraine

Le zugzwang

Le zugzwang est une situation dans le jeu d'échecs dans laquelle le joueur n'a aucun mouvement favorable possible - toute action qu'il fera entraînera une détérioration imminente de sa position sur le plateau de jeu.

Par Oleg Nesterenko (*)



«Le tonneau des Danaïdes» ukrainien

En parlant des chiffres, quelles sont les aides déjà consommées par l'Ukraine ?

Selon l'estimation de Kiel Institute for World Economy, (<https://www.ifw-kiel.de/topics/war-against-ukraine/ukraine-support-tracker/>) en deux ans de guerre, l'Occident collectif a promis à l'Ukraine environ 250 milliards d'euros et a déjà alloué près des 3/4 de cette somme.

En ce qui concerne l'aide militaire en particulier, à cette fin l'Ukraine a reçu environ 102 milliards d'euros jusqu'au début d'avril 2024, dont 35 milliards de l'UE, 43 milliards des Etats-Unis et 24 milliards d'euros de l'ensemble d'autres pays du bloc Occidental. (<https://www.bbc.com/ukrainian/articles/c163dwxr4k1o>)

L'institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) (https://www.sipri.org/sites/default/files/2024-04/2404_fs_millex_2023.pdf) a publié un rapport sur les budgets militaires des différents pays pour l'année 2023. Il s'avère que l'aide militaire déjà transférée à l'Ukraine est comparable aux 2 années du budget militaire de la France et même supérieur aux 2 années du budget militaire de la Corée du Nord. L'aide militaire transférée à l'Ukraine peut être également comparée aux 4 années du budget militaire d'Israël ou à 7 années du budget militaire de la Turquie.

Les principaux fournisseurs d'aide militaire à l'Ukraine sont les États-Unis, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'UE et la Norvège. Si au début du conflit les alliés ont fourni à l'Ukraine exclusivement du matériel soviétique encore restant dans les pays d'Europe de l'Est, faute des stocks épuisés, ils ont commencé à transférer des armes plus modernes.

À la mi-2023, les journalistes de Forbes Ukraine (<https://forbes.ua/war-in-ukraine/ukrainska-armiya-perekhodit-na-tekhniku-nato-chim-vona-krashcha-za-radyansku-ta-chi-dostatno-ii-dlya-kontrnastupu-rozbir-forbes-23062023-14386>) ont calculé le nombre d'unités d'équipement militaire que l'Ukraine avait déjà reçues des alliés. Selon leurs données, depuis février 2022, l'Ukraine a reçu de la part du bloc de l'OTAN plus de 3000 véhicules blindés, plus de 2000 véhicules de combat d'infanterie et de transporteurs de troupe blindés et près de 400 unités d'Artillerie automotrice.

Selon The Wall Street Journal, (https://www.wsj.com/world/europe/alarm-nato-weak-military-empty-arsenals-europe-a72b23f4?mod=hp_lead_pos7) durant la guerre contre la Russie, l'Ukraine a reçu plus de 600 obusiers, plus de 800 chars et près de 100 systèmes de lance-roquettes multiples (données de décembre 2023). À titre de comparaison, l'armée britannique, qui est le principal allié des



États-Unis et le plus grand gaspilleur de fonds pour la défense, n'a plus que 150 chars et, probablement, une douzaine de pièces d'artillerie à longue portée en état de service.

Côté français, il ne reste pas plus de 90 unités d'artillerie lourde. En ce qui concerne l'Allemagne, elle a vidé ses arsenaux militaires au point qu'en cas de guerre, les munitions disponibles ne lui suffiront que pour 2 jours de combats en intensité comparable à celle qu'on connaît chaque jour sur le territoire de l'Ukraine depuis les 27 derniers mois.

En ce qui concerne les livraisons d'avions et d'hélicoptères, selon Forbes, (<https://www.forbes.com/sites/david-daxe/2024/04/29/ukraine-needs-another-1000-armored-personnel-carriers-its-taking-canada-a-year-to-deliver-50/>) l'Ukraine a également reçu pas moins de 50 hélicoptères et près de 80 avions de combat soviétiques SU et MIG. Le Danemark, les Pays-Bas, la Norvège et la Belgique ont promis de lui livrer entre 45 et 60 chasseurs F16. Une partie des livraisons d'armements et d'équipements se font d'une manière dissimulée, par conséquent, il est difficile d'estimer précisément la quantité exacte d'aéronefs qui protègent aujourd'hui le ciel au-dessus de l'Ukraine.

Malgré le volume très élevé de l'aide militaire, l'intensité des combats est telle que les équipements livrés sont détruits en continu et le manque du côté ukrainien est constant. Les difficultés bureaucratiques et logistiques s'ajoutent à l'état peu enviable de l'armée ukrainienne.

À la fin du mois d'avril, Forbes a publié un article avec un titre retentissant : « l'Ukraine a besoin de 1000 transporteurs de troupe blindés supplémentaires. Le Canada a besoin d'un an pour en livrer 50 ». (<https://www.forbes.com/sites/david-daxe/2024/04/29/ukraine-needs-another-1000-armored-personnel-carriers-its-taking-canada-a-year-to-deliver-50/>) Dans l'exemple du Canada, les journalistes ont démontré la défaillance flagrante de l'ensemble du système de soutien militaire Occidental. Il faut un an pour faire livrer 50 transporteurs de troupe blindés et pendant ce temps l'armée russe détruit environ 500 de ces mêmes appareils.

La déroute

En parlant des aides accordées à l'Ukraine, il est à souligner qu'il ne s'agit guère de « cadeaux » accordés à Kiev, mais de dettes. Des dettes à rembourser.

Toutefois, ça s'annonce très mal pour les créanciers de l'Ukraine ou, plus exactement, pour l'Ukraine elle-même. Etant depuis un moment dans l'incapacité de payer ses dettes, l'Ukraine est en train de s'efforcer d'obtenir une restructuration de sa dette, avant la fin août 2024 qui est très proche, vis-à-vis de 20 milliards de dollars de ses obligations internationales émises et dont elle a déjà bénéficié de deux années de gel des paiements auprès des détenteurs.

Si elle ne parvenait pas à convenir d'une nouvelle restructuration ou à étendre le moratoire de paiement actuellement en vigueur avec les détenteurs d'obligations - un défaut de paiement souverain aura lieu, ce qui réduirait très considérablement sa capacité à emprunter auprès des bailleurs de fonds internationaux. La situation de l'Ukraine qui est déjà très grave aujourd'hui s'aggraverait davantage. La faillite inévitable de l'état ukrainien est à l'horizon.

Concernant les aides militaires, dans un interview accordé en avril dernier à Fox News, (<https://www.foxnews.com/video/6351629242112>) le dirigeant ukrainien a admis que sans un nouveau paquet d'aide américaine, l'Ukraine ne pouvait pas résister : « Que Dieu nous vient en aide, que nous l'obtiendrons le plus rapidement possible... Sinon, ils [les forces armées Russes] nous feront reculer... C'est la vérité. Nos gens le savent et les américains doivent le savoir », a-t-il déclaré. Il n'est pas difficile à deviner ce qui est advenu avec l'aide militaire précédente : la plupart d'entre elles semblent avoir déjà été détruites.

Le portail Global Firepower (<https://www.globalfirepower.com/countries-listing.php>) a publié le classement des armées les plus puissantes au monde, dans lequel les chercheurs ont pris en compte 60 paramètres, allant du nombre d'unités militaires et de l'état de l'économie du pays à ses caractéristiques géographiques et à ses capacités logistiques.

À ce jour, en termes de puissance militaire, la Fédération de Russie occupe d'une manière assurée la seconde place au monde. Ukraine - 18ème. 18ème place, en prenant en compte l'in-

tégralité des aides militaires et financières, dont elle bénéficie de la part du bloc Occidental. L'armée ukrainienne de 2021, comme telle, avec ses armements et équipements de l'époque n'existe plus, étant quasi intégralement détruite et ceci l'est depuis déjà un moment.

Dans le même temps, les livraisons d'aide militaire pour Kiev sont sur une courbe descendante qui ne fait que s'accroître. Et cette tendance ne risque pas de changer radicalement jusqu'à la fin du conflit. C'est un signal d'alarme : l'Occident est fatigué de cette guerre.

De l'autre côté, la Fédération de Russie est plus que déterminée dans ses actions et est prête pour une longue confrontation, en faisant augmenter au quotidien son potentiel militaire déjà indiscutable. Le potentiel russe de mobilisation militaro-industriel et humaine est plusieurs fois supérieur à celui de l'Ukraine, même en prenant en compte la part sous-traitée par l'étranger. Tôt ou tard, le président ukrainien Vladimir Zelensky devra s'asseoir à la table des négociations avec Moscou.

Plus exactement, il devra céder la place à un autre représentant de son pays, car Moscou a émis beaucoup de réserves sur la légitimité de Zelensky au poste de président de l'Ukraine, dont, selon la constitution de l'Ukraine en vigueur, le nouveau président a dû être inauguré, le 20 mai 2024 dernier, à la suite des élections présidentielles qui n'ont jamais eu lieu. Il est à souligner qu'il ne s'agit guère d'une position émotionnelle de revanchisme quelconque du côté du Kremlin, mais d'une approche tout à fait pragmatique du point de vue juridique : selon le droit international, la signature d'un accord international [de paix] par une personne, dont la légalité et la légitimité est contestable - peut, ensuite, rendre le document juridiquement invalide. Avec toutes les graves conséquences qui peuvent découler d'une telle invalidation.

La seule question est de savoir combien de dizaines ou de centaines de milliers de personnes périront encore et combien encore de territoires ukrainiens partiront vers la Russie avant la signature de l'accord de paix qui aura inévitablement lieu et ceci est, incontestablement, avec la Fédération de Russie en position de force.

Selon une analyse de Institute for the Study of War (ISW) publié en avril dernier, depuis le début de l'année 2024, les troupes russes ont occupé plus de 360 kilomètres carrés supplémentaires du territoire ukrainien, ce qui est comparable en taille à Detroit - la plus grande ville de l'état américain du Michigan. Les déclarations répétées et de plus en plus alarmistes de nombreux hauts responsables occidentaux et ukrainiens stipulant que si les aides économique-militaires à Kiev s'arrêtent ou même diminuent - l'Ukraine perdra la guerre dans un temps très réduit - ces déclarations ne signifient qu'une seule chose : la majeure partie des aides Occidentales est anéantie par l'armée russe en flux tendu et si le processus de perfusion des forces armées ukrainiennes s'interrompt - son existence prendra fin, de même que celui des forces politiques actuellement au pouvoir en Ukraine..

(*) Président du CCIE
(www.c-cie.eu)

(Ancien directeur de l'MBA, ancien professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris; ancien directeur de l'Institut de la Reconstruction Anthropologique).

Pour vos reportages photos & vidéo
Vos films d'entreprise et spots publicitaires

Adressez-vous à Salya.com
salyacomdz@gmail.com ✉

www.salya-dz.com @

Tel: 0661.23.86.86

Salya.com
COMMUNICATION ÉDITION & PUBLICITÉ

BEM-juin 2024 : Déroulement des épreuves dans de bonnes conditions d'organisation dans les wilaya du sud du pays

Les épreuves du Brevet d'enseignement moyen (BEM), session juin 2024, lancées lundi matin, se déroulent dans de bonnes conditions d'organisation à travers les centres d'examen des wilayas du Sud du pays, ont constaté les correspondants de l'APS.

Lancées par les autorités locales en présence de partenaires sociaux du secteur de l'Education nationale, ces épreuves concernent plus de 52.000 candidats, des deux sexes, dont des personnes aux besoins spécifiques et des pensionnaires des établissements pénitentiaires. Les candidats sont répartis sur plus de 215 centres d'examen encadrés par plus de 15.080 surveillants mobilisés à travers les wilayas d'Ouargla, Timimoun, Djanet, El-Méniaâ, Tindouf, Touggourt, El-Meghaïer, Béchar, Ghardaïa, Tamanrasset, In-Salah, Laghouat, El-Oued, et Adrar, ont indiqué les services des directions locales de l'Education nationale. Diverses commodités ont été mises en place pour offrir de bonnes conditions aux candidats, notamment les moyens de climatisation en plus de la mobilisation du corps médical, des centres de restauration, des moyens de transport pour les candidats issus des zones enclavées, en sus de l'encadrement sécuritaire, en présence des services de la Protection civile. Et par souci de réunir les conditions nécessaires au bon déroulement des examens, organisés en période des grandes chaleurs dans les wilayas du Sud du pays,



l'on relève également la mobilisation des transformateurs électriques supplémentaires et des équipes techniques d'intervention de l'entreprise de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz), pour assurer l'alimentation électrique régulière des centres d'examen. Dans la wilaya d'Ouargla, où le coup d'envoi des épreuves a été donné par les autorités locales depuis le centre d'examen ouvert au lycée Abdelmajid Boumada au chef-lieu de wilaya, 9.637 candidats, se sont rendus aux 38 centres

d'examen, sachant qu'un centre de correction a été retenu au niveau du lycée "Colonel Si Cherif Ali Mellah", selon les données fournies par la direction locale de l'Education nationale. Un total de 3.808 candidats, dont 41 libres, se sont présentés aux 18 centres d'examen mobilisés à travers la wilaya de Tamanrasset pour subir leurs épreuves. Dans la wilaya de Tindouf, pas moins de 1.405 candidats, dont 60 libres, répartis sur huit (8) centres, se sont présentés aux épreuves du BEM, a affirmé le

directeur de l'Education nationale, Djamel Sennani. A El-Méniaâ, 2.000 candidats dont 195 composent à titre libre étaient au rendez-vous au niveau des sept (7) centres mobilisés et encadrés par 623 surveillants, dans les communes d'El-Méniaâ, Hassi El-Gara et de Hassi Lefhal. Notons à ce titre qu'un centre de correction vient d'être retenu, pour la première fois, dans la wilaya d'El-Méniaâ au niveau du CEM "Chahid Allan Brahim", chef lieu de la wilaya. Au total, 518 candidats de la wilaya de Djanet ont été au rendez-vous des épreuves du BEM au niveau des quatre (4) centres d'examen ouverts pour la circonstance, dont deux (2) centres à Djanet et les deux (2) autres dans la commune de Bordj El-Houas, supervisés par 228 encadreurs. Un plan de transport a été mis en place au profit des candidats en sus de la mobilisation de 32 surveillants et de quatre (4) centres de réserve, ont indiqué les responsables locaux de l'Education nationale. Dans la wilaya de Touggourt, 7.979 candidats, dont 96 libres, 39 candidats de l'établissement pénitentiaire, se sont présentés aux 33 centres d'examen du BEM, en sus d'un centre de collecte des copies et d'un autre de correction. A Timimoun, 3.894 candidats, dont

35 composent à titre libre, encadrés par 860 personnes, s'étaient présentés aux 16 centres d'examen, dont deux nouveaux centres au chef lieu de la wilaya et un autre dans la commune de Deldoul pour épargner aux candidats de ces régions les déplacements, a indiqué le directeur de l'Education nationale, Fayçal Remadnia. Dans la wilaya de Béchar, pas moins de 6.830 candidats, dont 161 libres, et sept (7) autres de nationalités étrangères, composent au niveau de 29 centres d'examen, encadrés de 1.932 personnes, dont 29 psychopédagogues. L'on relève également que 9.765 candidats, dont 52 libres, et d'autres des écoles privées, et de l'enseignement à distance, se sont présentés au niveau des 35 centres d'examen mobilisés dans la wilaya de Ghardaïa. La wilaya d'El-Meghaïer recense pour ces épreuves un total de 4.129 candidats, dont 27 libres, répartis sur 22 centres d'examen, encadrés par 1.170 personnes, a indiqué le directeur de l'Education nationale, Nasreddine Atallah. Dans la wilaya d'In Salah, 1.500 candidats dont 7 candidats libres composent au niveau de 8 centres d'examen, supervisés par 600 encadreurs.

Tiaret

Le président de la République ordonne la mise en place d'un programme spécifique d'urgence pour résoudre le problème d'eau potable



Les indices NES Nifty 50 et le Sensex ont atteint des pics absolus, en même temps que la roupie indienne s'est redressée. Les sondages à la sortie des urnes laissent entrevoir une nette victoire du parti du premier ministre Narendra Modi. « Il y a fort à parier que le Sensex surpassera la plupart des bourses asiatiques et les actions mondiales, étant donné que la série de facteurs macroéconomiques, politiques et de crédit positifs contribue à alimenter les flux de fonds ». Cette déclaration de Vishnu Varathan, l'économiste en chef pour l'Asie hors Japon de Mizuho Bank, résume bien l'enthousiasme des milieux d'affaires à l'issue du dernier tour des élections législatives, sa-

medi 1er juin. En six semaines, près d'un milliard d'Indiens se sont rendus dans les bureaux de vote. Selon les sondages à la sortie des urnes, l'Alliance démocratique nationale, dirigée par le Bharatiya Janata Party, du Premier ministre sortant Narendra Modi, aurait récolté bien plus que les 272 sièges nécessaires pour obtenir la majorité à la chambre basse, qui compte 543 sièges. Une victoire éclatante, donc. Après des semaines d'inquiétude, les marchés ont laissé exploser leur joie : l'indice NSE Nifty 50 a gagné 3,6%, touchant un pic historique à 23.338 points, tandis que le BSE Sensex, le principal indice de la Bourse de Bombay, s'est adjugé 3,75%, pour rallier 76.738 points, du jamais-vu ! A

l'inverse, l'indice de volatilité du NSE, qui mesure les fluctuations implicites à 30 jours, s'est effondré de 22%, au plus-bas depuis trois semaines.

Déboucement

De son côté, la devise nationale, la roupie, s'est redressée. « Nous [allons assister à] des entrées de dollars sur les fonds étrangers qui achèteront des actions et de la dette nationales », prédit Dilip Parmar, expert en recherche sur les devises étrangères chez HDFC Securities. De manière globale, les investisseurs étrangers ont mis fin à leurs positions courtes, c'est-à-dire leurs paris baissiers sur l'Inde. Le rally haussier a été mené par les grandes entreprises de service public, dont Power Grid et NTPC, dans la production d'électricité. Les gestionnaires d'infra-

structures ont aussi gagné du terrain, le prochain gouvernement allant très certainement continuer à mettre l'accent sur la croissance, via les dépenses d'investissement. La jauge du BSE des entreprises d'Etat a bondi de 7,1%, tandis qu'un indice des entreprises de biens d'équipement a grimpé de plus de 6%. Les actions du conglomérat portuaire et énergétique Adani ont progressé, avec en tête son unité de production d'électricité, qui a grimpé de plus de 16%. Une nouvelle n'arrivant jamais seule, l'agence S&P a revu à la hausse ses perspectives pour l'Inde, les faisant passer de « stables » à « positives », jetant ainsi les bases d'un relèvement de la note de crédit du géant asiatique. Cette décision pourrait faire baisser les coûts d'emprunt du pays et soutenir encore son essor économique.

Tizi Ouzou : Le Conseil des ministres approuve le projet de réalisation d'une station de dessalement de l'eau de mer à Tamda Ouguemoun

Le Conseil des ministres a approuvé, dimanche lors de sa réunion présidée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le projet de réalisation d'une station de dessalement de l'eau de mer à Tamda Ouguemoun dans la commune d'Iflissen dans la wilaya de Tizi Ouzou. Selon le communiqué du Conseil des ministres, les études techniques relatives à ce projet "doivent être approfondies et minutieuses, notamment en ce qui concerne l'approvisionnement en énergie". Le Président de la République a enjoint au ministre de l'Hydraulique de coordonner avec le ministre de l'Energie pour parvenir à un accord définitif sur les étapes techniques.

Journal de bord de Gaza 34

«Le comportement des enfants de Gaza a beaucoup changé»

Rami Abou Jamous écrit son journal pour Orient XXI. Ce fondateur de GazaPress, un bureau qui fournissait aide et traduction aux journalistes occidentaux, a dû quitter en octobre son appartement de la ville de Gaza avec sa femme et son fils Walid, deux ans et demi, sous la pression de l'armée israélienne. Réfugié depuis à Rafah, Rami voit désormais cette ville se vider à son tour et les déplacés reprendre la route de leur exil interne, coincés dans cette enclave misérable et surpeuplée. Cet espace lui est dédié depuis le 28 février 2024.

Hier, j'ai vu mon petit Walid courir après les chats, cherchant à les frapper avec un bâton. Je me suis aperçu que son caractère changeait. Sabah, ma femme, m'a montré les vidéos qu'on prenait de lui au début de la guerre, où il caressait les chats et leur faisait des bisous. Avant, il était proche des animaux. Sa voix non plus n'est plus la même. Avant, il parlait très doucement. Aujourd'hui, il s'exprime souvent en parlant très fort, même pour dire des choses banales. Est-ce à cause de ces presque huit mois de guerre que la violence monte en lui ? Je le crois. J'ai constaté la même chose chez les enfants de mes amis. Et je pense que ce changement va rester au moins un bon moment. Je croyais pouvoir protéger mon fils en lui faisant croire que tout ce qu'il se passe est une sorte de cirque. Quand les Israéliens bombardent, on applaudit ensemble, comme si c'était un jeu, et comme si les applaudissements éloignaient le danger. Mais nous ne vivons pas seul, et Walid voit bien que les autres ont peur, qu'ils sursautent, qu'ils crient et qu'ils trentrent chez eux en courant. Il comprend que le danger est toujours là.

« LA SOCIÉTÉ VA LONGTEMPS PÂTIR DES CONSÉQUENCES DE CETTE GUERRE »

Je réfléchis à ces changements qui ne sont pas anodins. La guerre touche profondément la société palestinienne, et on en verra les conséquences à long terme. Le comportement des enfants de Gaza a beaucoup changé. Il ne faut pas fermer les yeux, il faut voir les choses telles qu'elles sont. Ce sont d'abord et en majorité des adolescents de douze-quinze ans qui ont commencé à attaquer les camions d'aide alimentaire, avant que ces attaques soient organisées par des grandes familles de la bande de Gaza. Ces jeunes attaquaient l'aide car eux et leurs familles avaient faim, mais c'était aussi pour eux une sorte de jeu. Mais je crains qu'ils ne continuent de penser à l'avenir que tous les moyens sont permis



Rafah, le 12 février 2024. Une petite fille palestinienne porte un chat en marchant au milieu des décombres des bâtiments endommagés par les bombardements israéliens.

pour rapporter à manger, et que dans ce cas il est naturel de voler. Ces enfants abandonnés risquent de fournir des recrues de choix pour les factions armées. Les traumatismes et les mémoires se transmettent d'une génération à l'autre. Nous n'avons pas vécu la Nakba, mais nos parents nous en ont transmis le traumatisme. Les enfants d'aujourd'hui transmettront à leurs enfants l'angoisse et la violence qu'ils sont en train de vivre.

Cela contribuera à la division de notre société. On va avoir beaucoup de problèmes après la guerre... outre les problèmes psychologiques et les symptômes post-traumatiques, la société elle-même va en pâtir à long terme. Quand je vois que des familles entières ont été rayées de l'état civil, que le nombre de morts s'élève sans doute à plus de 40 000 en comptant les disparus, je me demande combien d'orphelins vont se trouver livrés à eux-mêmes. Et comment va-t-on régler les questions d'héritages ? Qui va hériter de qui ? En outre, le stress de la guerre cause de nombreux divorces. On en a eu un aperçu lors de la guerre de 2014. Déjà avec 2 100 morts, on avait eu une foule de procès devant les tribunaux. Les familles et les belles-familles se déchiraient

pour des questions d'héritage et d'argent. Mais là, l'ampleur des problèmes sera sans commune mesure.

« LA GUERRE OBLIGE LES FEMMES À TRAVAILLER »

Un autre grand changement est en train de se produire, et qui concerne les femmes, et que je constate là aussi dans ma propre famille. Je vois comment Sabah a changé. Toutes les femmes changent. Nous sommes une société conservatrice. Dans cette société, la femme est considérée comme placée sous la protection des hommes, de son père, de son mari, de ses fils. Mais le rôle de la femme évolue.

Au début de la guerre, je me rappelle très bien que les femmes avaient honte de faire la queue pour aller aux toilettes, ou même pour acheter du pain. Aujourd'hui, ça devient presque normal. Elles font la queue pour l'eau, pour le pain, pour recevoir de l'aide alimentaire. Les femmes et même les jeunes filles sont sur les marchés : elles vendent, achètent. Dans la rue on voit des femmes et des jeunes filles qui vendent le pain qu'elles ont cuit. Cela n'existait pas avant. Je crois qu'après la guerre, les femmes vont jouer un rôle beaucoup plus important. Pas parce que l'état

d'esprit a changé ; c'est la guerre qui oblige les femmes à travailler. C'est la guerre qui produit cette mixité. Je me souviens très bien de l'attitude de Sabah quand des amis – des hommes – venaient à la maison. Par timidité, elle préférait ne pas rester avec nous. Elle voulait que je l'accompagne au marché, elle ne voulait pas sortir, elle préférait toujours qu'on soit seuls, entre nous.

Maintenant, elle préfère sortir de la maison, s'asseoir sur une chaise en plein air, boire un café dehors, regarder les gens. Elle ne parle plus de la même façon. Avant, quand elle parlait aux enfants, c'est à peine si j'entendais le son de sa voix. Elle ne criait pratiquement jamais. Aujourd'hui, cela lui arrive souvent. Peut-être est-ce une façon d'exprimer sa peur à voix haute. J'ai remarqué cette évolution des caractères chez toutes les femmes de la société gazaouie, à des degrés différents. Ma famille et moi, je l'ai déjà dit, nous vivons un peu dans un cinq étoiles par rapport à la grande majorité des déplacés : nous avons une place à nous dans un appartement. Jusqu'à présent, nous n'avons pas vécu sous une tente, dans un camp de fortune. Mais les changements sont plus visibles pour les femmes qui sont dans cette situation.

« LE RÔLE DU PÈRE N'EST PLUS LE MÊME »

Les hommes aussi ont changé. Tout ce qu'ils interdisaient à leur femme, à leurs filles, à leurs sœurs, ils le permettent à présent, toujours parce que la guerre les y oblige. Dans les camps, les femmes et les hommes se partagent le travail de survie, et souvent ce sont les femmes qui font tout, ou presque. Elles font la queue pour la nourriture, elles préparent les repas en public à côté des tentes, exposées à tous les regards, alors qu'avant c'était quelque chose qui ne se faisait pas, cela tenait du sacré. Les femmes ne devaient pas voir les hommes, et les hommes ne devaient pas regarder les femmes. Aujourd'hui, c'est devenu normal, ça ne choque plus. Tout cela en près de huit mois de guerre. C'est trop rapide.

Je me suis d'ailleurs posé la question : est-ce que j'ai changé, moi aussi ? On voit les autres, mais est-ce qu'on se voit soi-même ? J'ai demandé à Sabah. Elle m'a répondu : « Non, tu n'as pas changé. » Peut-être qu'elle me dit ça pour me ménager, peut-être qu'en fait j'ai évolué, vers le pire ou le meilleur, et qu'un jour elle me dira : « Pendant la guerre, il s'est passé telle ou telle chose qui t'a changé. » En tout cas, je pense que le rôle du père n'est plus le même. Avant, c'était lui qui protégeait sa famille, qui la nourrissait. Maintenant c'est l'enfant qui attaque les camions, c'est l'enfant qui va chercher à manger. Je crois donc que même la relation père-enfant va changer aussi, parce que le père aura perdu son rôle de protecteur. Et c'est pour ça que je crois que cette guerre va beaucoup transformer notre société, malgré nous.

La condition des femmes évoluera, elles s'intégreront mieux dans la société, comme ça s'est passé en France pendant et après la Seconde guerre mondiale, quand elles ont remplacé les hommes qui étaient prisonniers en Allemagne. Cela fera partie des évolutions positives. Mais d'autres mutations le seront beaucoup moins. Va-t-on vers le meilleur ou vers le pire ? On le saura rapidement. Mais si la société se déchire, il n'y aura plus de vie.

Libye

Une vie déracinée

En prenant comme point de départ la fusillade contre des manifestants opposés au régime de Mouammar Kadhafi devant l'ambassade libyenne à Londres en 1984, Hisham Matar, écrivain libyen installé à Londres, construit dans Mes amis un récit sur l'exil et l'amitié entre déracinés.

Encore adolescent à Benghazi, Khaled, le narrateur, entend à la BBC en langue arabe une nouvelle écrite par un écrivain exilé, Hossam Zowa. Ce bref récit diffusé à la place du bulletin d'information programmé est un acte politique, car c'est une métaphore de l'oppression. Il produit sur le jeune garçon un effet envoûtant. Venu en Angleterre poursuivre des études de littérature, il se lie d'amitié avec Mustafa, lui aussi bourgeois du gouvernement libyen. De ce fait, ils se doivent d'être prudents dans leurs rapports aux autres étudiants et le dévoilement de leurs opinions politiques. En effet, dans la résidence d'étudiants libyens, certains, appelés « écrivains », sont des mouchards chargés par le régime de Mouammar Kadhafi d'écrire des rapports sur les éléments suspects à l'étranger.

Le 17 avril 1984, des étudiants et opposants libyens manifestent devant l'ambassade de Libye à Londres. Ils sont une soixantaine à exprimer leur colère contre le régime de Kadhafi qui, la veille, a exécuté à Tripoli, trois meneurs de mouvements contestataires. Le groupe de manifestants est mitraillé et une policière est tuée. Cet événement entraîne le siège de l'ambassade par les forces de l'ordre pendant une dizaine de jours puis la rupture des relations diplomatiques entre la Libye et le Royaume-Uni.

Khaled et Mustafa se rendent secrètement à la manifestation. Ils sont tous deux blessés par les tirs provenant de l'ambassade. À partir de ce moment, leur vie bascule. Les trajectoires des deux étudiants finissent par croiser la route de l'écrivain Hossam Zowa, et une forte amitié va lier le trio.

Les trois personnages vont traverser ces années en Angleterre unis par la nostalgie et l'inquiétude vis-à-vis de leur pays d'origine, qui s'éloigne irrémédiablement de leur mémoire. Jusqu'à un moment du Printemps arabe, en 2011, où la question du retour se pose.

« JE NE PEUX PAS RETOURNER LÀ OÙ JE VOUDRAIS RETOURNER »

Auteur de plusieurs livres, dont un primé par le prix Pulitzer de la biographie en 2017, Hisham Matar s'éloigne cette fois de l'autobiographie et de l'événement traumatique qu'aura été la disparition de son père. Il aura passé des années à enquêter sur cette dispari-

tion sans jamais trouver de réponses définitives. Il est fort probable que son père, enlevé par les services secrets égyptiens en 1990 et remis à la Libye, ait été assassiné lors du massacre de 1996 à la prison de Abou Salim I, faisant de son fils un « endeillé sans tombe » comme il se décrit dans l'un de ses livres. Mais la situation politique libyenne détermine encore dans ce présent récit la destinée des personnages. En effet, la participation de Khaled à cette manifestation, alors qu'il n'est qu'un jeune homme assez peu politisé, va entraîner sa vie dans une direction imprévue. Il n'ose plus retourner en Libye pendant les vacances, n'ose pas révéler à ses parents qu'il a été gravement blessé, remet sans cesse son retour et doit inventer pour cela tout un tas de justifications. « Je ne peux pas retourner là où je voudrais retourner », se dit-il. Il craint trop que sa famille constitue un aspect pour le régime de Kadhafi. Il est conscient que les conversations téléphoniques sont écoutées et les lettres ouvertes et lues.

Il faut se résigner à patienter, attendre des jours plus favorables tout en sachant que lorsqu'on quitte la Libye en 1983, il y a peu de raisons de vouloir y revenir. Alors il repense à ce que disait son père, « lorsqu'on a des compatriotes déraisonnables, il faut endurer le chaos jusqu'à ce que la sonnerie retentisse ». Mais ce régime d'oppression traîne en longueur et perdure 40 ans. De plus, il a la main longue. En effet, Kadhafi ne se prive pas de faire assassiner ses opposants à l'étranger. C'est un dictateur imprévisible que le narrateur qualifie non pas d'homme politique mais de « parent atteint de démence » tant il est présent et indéboulonnable dans la vie des Libyens.

Comme d'autres régimes arabes des années 1970 et 1980, s'exiler n'est pas une assurance pour les opposants de vivre en sécurité. Journalistes, écrivains, activistes, même loin, sont menacés. L'auteur désigne cette époque d'« assassinat de la parole » et rappelle la liste de ceux qui sont tombés sous les balles au coin d'une rue d'une ville européenne. Et particulièrement à Londres, « l'endroit où venaient mourir les écrivains arabes »...

LE RETOUR N'EST-IL PAS UN SECOND EXIL ?

Le narrateur trouve la ville chargée de mélancolie, mais c'est son état d'esprit qui déteint sur le paysage. Il prend peu à peu conscience

qu'adopter l'esprit d'une autre culture implique de « laisser mourir une partie de soi. » Devenu professeur de littérature lui-même, Khaled est un personnage en errance, même s'il habite dans le même petit appartement londonien pendant ces décennies. Il n'est pas réellement parvenu à s'ancrer malgré sa profonde connaissance de la ville et sa curiosité pour son architecture. Ses relations amoureuses aussi restent à une certaine distance, sans s'enraciner. Khaled est un personnage entre deux mondes, ne parvenant pas vraiment à basculer d'un côté ou de l'autre. À se faire une raison. Le retour possible au pays natal, une fois tombé le régime honni qui les a contraints à partir, est une tentation connue de tous les exilés. Ils en rêvent et le fantasment, mais celui-ci se manifeste apparemment trop tard. Le retour n'est-il pas un second exil ? « Restés au pays, nous aurions eu moins le temps d'écouter le passé ».

SE CONSTITUER UNE NOUVELLE FAMILLE

L'amitié solide devient alors le ciment pour se constituer une nouvelle famille. Ceux avec qui le narrateur peut établir une communion ; ceux avec qui il partage une expérience commune ; ceux que « le vent libyen avait jetés dans le Nord ». De nombreux passages dans ce livre posent la question de la traduction. Nul besoin de traduire avec ses amis, leur expérience commune induit une mutuelle compréhension évidente. Mais est-ce suffisant ? Comment faire partager une expérience au-delà du petit cercle ?

Pour Khaled, « la violence exige une traduction et cet inexprimé lui remplissait la bouche ». Encore étudiant, il se passionne pour les recherches d'un de ses professeurs sur les infidélités de la traduction. Et s'il y a quelques utilités à l'écriture et à la traduction, le narrateur pense que ce sont les écrivains qui servent d'intermédiaires avec le monde et aident à l'interpréter.

Ces liens amicaux sont aussi ambivalets. Doute, comparaison ou déception, chacun des trois personnages, selon sa personnalité, appréhende la réalité différemment. Hossam, l'écrivain qui n'a plus rien écrit depuis la nouvelle diffusée à la radio, et pour qui l'exil aura été une prison, semble ne trouver sa place dans aucun pays. Il décide finalement d'émigrer aux États-Unis et de « partir pour le Jusqu'à-la-fin-des-temps ». Mustafa s'engage dans le combat, à la chute du dictateur en 2011, et affirme que la révolution l'a « purifié de l'exil ».

Et Khaled, le narrateur mélancolique et sans attaches voit dans ses deux amis le miroir de ce qu'il est ou aurait pu être. D'un côté, un écrivain qu'il aura longtemps admiré, mais dont il jugera finalement que « le talent ne suffit pas, il faut aussi du courage ». D'un autre côté, l'ami combattant en qui il avait l'impression « d'observer le moi qu'il avait échoué à être ». En double de l'auteur, Khaled se demande à un moment si ses deux amis ne représentent pas « deux parties irréconciliables de sa vie », l'écriture et l'engagement politique.

Hanté par cette fusillade à Saint-James Square vu à la télévision lorsqu'il avait treize ans, Hisham Matar dit avoir porté ce livre pendant longtemps, ne pouvant l'aborder plus tôt. Une citation de l'écrivain Jean Rhys reproduite dans ce livre nous éclaire sur ce qui nourrit son écriture et peut-être aussi sa vie : « Il faut un arrière-plan sombre pour faire ressortir les couleurs vives. »



Londres, 17 avril 1984. La policière Yvonne Fletcher, peu de temps après avoir reçu une balle dans le dos alors qu'elle surveillait une manifestation devant l'ambassade de Libye

Égypte

La querelle du chawarma

On les voit partout, ces viandes disposées en tranches fines sur une broche tournante, et grillées verticalement. Plat globalisé et fascinant, le chawarma se présente comme un élément d'échange, mais aussi de discord. Au Caire, il est devenu le symbole d'un combat identitaire livré contre les immigrés, notamment syriens.



15 mars 2016. Un employé de l'une des plus grandes chaînes de restauration rapide appartenant à des Syriens à Gizeh, face à la vieille ville du Caire.

L'énorme broche de chawarma est là, essoulée. Elle tourne lentement, laissant s'écouler la graisse et griller la viande à feu doux. À deux heures de la rupture du jeûne, les travailleurs d'une célèbre enseigne de restauration rapide levantine préparent les repas qui seront bientôt servis. Ils parlent entre eux dans un mélange de dialectes et d'accents différents. Certains viennent du Caire, d'autres du Delta du Nil, sans compter ceux originaires de Syrie, parfois même de Palestine. Leur employeur est quant à lui jordanien. Avec son partenaire local, ils ont ouvert plusieurs branches de leur chaîne de restaurants Al-Agha. À côté des autres spécialités maison offertes sur le menu, le chawarma reste le plat qui séduit quasiment tout le monde.

Pourtant, ce mets est depuis quelques temps dans le collimateur de certains habitants qui regardent les vendeurs de chawarma d'un œil suspicieux, telle l'avant-garde d'invasisseurs étrangers. Leurs réactions en disent long sur les crises du Moyen-Orient et leurs retombées au Caire, mais aussi sur la géopolitique de la région, l'histoire partagée, les trajectoires migratoires, le problème des réfugiés, la crise économique qui sévit dans le pays et le fort nationalisme qui remonte par conséquent à la surface.

MONNAYER LES RÉFUGIÉS

Ces derniers mois, les hashtags appelant au boycott des snacks syriens se sont répandus sur la toile, notamment sur la plateforme X (ex-Twitter). Mais ce n'est pas la première fois. Depuis une dizaine d'années, des vagues de dénonciations des immigrés reviennent selon l'air du temps et surtout, en fonction des directives de l'État. Récemment, plusieurs déclarations officielles ont souligné que l'Égypte accueillait déjà 9 millions de réfugiés et d'immigrés, dont 4 millions de Soudanais, 1,5 million de Syriens, 1 million de Libyens et autant de Yéménites.

Dans l'attente de monnayer le rôle de l'Égypte comme rempart contre l'immigration en Méditerranée et de recevoir une aide conséquente de la communauté internationale, les autorités traitent les immigrés de « fardeau ». Elles demandent aux réfugiés de régulariser leur statut de résidence. Cela implique sans doute une rentrée d'argent en devises pour un pays qui en manque cruellement. Sans faire la distinction entre les réfugiés, les immigrés et les demandeurs d'asile, ces chiffres visent à faire monter la facture en dollars exigée par Le Caire. Ils se traduisent sur les plans populaire et médiatique par une campagne de boycott à l'encontre des Syriens, très actifs dans le secteur de la restauration rapide. Leurs étals dédiés à manger sur le pouce et leurs commerces ouverts sur la rue accroissent leur visibilité en ville. Le chawarma est ainsi devenu le symbole de la xénophobie et du nationalisme rampant.

Pourtant, les différentes études sur l'insertion des Syriens dans le marché du travail montrent qu'ils ont réussi à fonder plusieurs grandes et moyennes entreprises, que leurs salariés sont en majorité Égyptiens et que leurs investissements tournent autour de 800 millions de dollars (750 millions d'euros), concentrés dans les secteurs de l'alimentation, des textiles et du mobilier. Ils sont certainement mieux organisés que les autres communautés, dès lors qu'ils ont créé une association d'hommes d'affaires en 2014, un conseil pour les investisseurs, des pages Facebook et des plateformes facilitant l'intégration et le recrutement. Sur ces dernières, des petites annonces apparaissent souvent signalant : « Recherche un chef chawarma avec expérience ».

UN SANDWICH, PLUSIEURS VARIANTES

Nohad Abou Ammar a vu les choses évoluer depuis son installation au Caire en 2005, bien avant l'arrivée en masse de ses compatriotes. Son grand-père avait ouvert une enseigne de

restauration rapide syrienne en 1999. À l'époque, la concurrence était limitée : seul le chawarma syrien d'Abou Mazen qui avait commencé son activité en 1994 était présent. Abou Ammar senior avait jugé qu'il pouvait se faire une place sur le marché. Le défi était d'introduire les recettes syriennes dans les habitudes culinaires égyptiennes, et de faire accepter ses déclinaisons en sandwich. Car la recette du chawarma varie d'un pays à l'autre, mais aussi d'une région à l'autre, voire d'un restaurant à l'autre. Seuls les patrons connaissent le secret des ingrédients et du mélange d'épices. Et ils ne le révèlent à personne, même pas à leurs collaborateurs les plus anciens. Ils laissent ces derniers préparer la viande, retirer la graisse, ajouter du vinaigre, ciseler le bœuf en fines lamelles, le faire mariner au moins 10 heures, puis restituer les tranches de viande sous forme de cônes sur la broche verticale, auréolée de quelques morceaux de lard de mouton. Ils gardent cependant pour eux le dosage magique des aromes et des épices.

« Nous sommes originaires de la ville de Zabadani, dans le gouvernorat de Rif Dimachq, à proximité de la frontière libanaise », souligne Nohad Abou Ammar. Devant son grand snack dans le quartier d'Héliopolis, où il emploie essentiellement des Égyptiens dont certains sont là depuis vingt ans, il raconte : *J'ai fait des études d'ingénierie aéronautique, mais je suis venu rejoindre mes oncles et mon grand-père qui ont élu domicile au Caire et fondé leur business. Nous aurons bientôt quatre branches dans la capitale, toutes gérées par la famille après la mort de notre aïeul en 2018. L'Égypte nous a toujours été proche. Un de mes oncles était officier dans l'armée de la République arabe qui a uni l'Égypte et la Syrie entre 1958 et 1961, au temps du panarabisme nassérien. Il a trouvé la mort pendant la guerre d'octobre 1973 contre Israël.* Pour le mois du ramadan, Nohad Abou Ammar a prévu des repas à emporter à distri-

buer aux pauvres qui viennent timidement demander leur part. Le directeur de la chaîne qui a perdu une partie de son accent au fil du temps continue à faire la cartographie des magasins de chawarma et à épingleur ceux qui prétendent être syriens pour tirer profit de la réputation et du savoir-faire de ces derniers. *Les goûts ont changé aujourd'hui avec la présence d'un grand nombre de restaurateurs de chez nous. À quelques pas d'ici se trouve Abou Haïdar, installé dans le coin depuis 1968. Ses héritiers gèrent actuellement le commerce, mais leur chawarma est plus proche de la version égyptienne. La direction d'Abou Mazen a été reprise par un Égyptien après le départ de l'ancien propriétaire. La chaîne Karam Al-Cham, présente un peu partout, notamment au centre-ville, a été fondée par un vétérinaire égyptien d'Alexandrie, qui s'est lancé sur le marché de la nourriture levantine et a également ouvert une chaîne de pâtisseries orientales. Plusieurs restaurants se dotent de noms donnant l'impression que les propriétaires sont originaires de Damas ou d'Alep, alors que pas mal d'entre eux sont Égyptiens. Certains ont même travaillé pour nous, avant de se mettre à leur compte.*

« LES FILS DE KEMET »

Sur les sites Internet, des groupes tel que Les Fils de Kemet se réclament d'un nationalisme égyptien. Kemet renvoie à la « terre noire fertile » de la vallée du Nil, par opposition à la « terre rougeâtre » du désert qui l'entoure. Par extension, le nom renvoie ici à l'Égypte en opposition aux pays étrangers. Ces groupes disent chercher à défendre l'identité et la culture du pays, à un moment où celui-ci serait envahi de partout et fragilisé économiquement. Dans ce contexte, le chawarma est l'un de leurs champs de bataille. Ils affirment que la marinade égyptienne est meilleure que toutes les autres, et que la recette syro-libanaise est plutôt fade. Plus encore, l'information non confirmée historiquement qui prétend que l'origine de cette rôtisserie orientale remonte à l'Égypte ancienne est reprise en chœur. Selon cette légende, des inscriptions sur le temple du pharaon Ramsès II à Béné Soueïf, dans le sud, démontrent que des femmes ont créé, il y a environ 6 000 ans, un repas rapide à partir de minces lamelles de viande parfumées d'épices et de jus d'oignon, après les avoir exposées au feu, pour que leurs époux et leurs enfants puissent casser la croûte en travaillant dans les champs. La percée de ces groupes a coïncidé avec la parade pharaonique des momies de reines et de rois, organisée en grande pompe par l'État en avril 2021 pour les transférer au nouveau Musée national de la civilisation égyptienne. On retrouve l'usage de slogans comme « L'Égypte d'abord » à un niveau officiel, et dont l'objectif est de mobiliser les foules. Dans cet esprit, même le chawarma est un prétexte.

CHASSÉ-CROISÉ À TRAVERS L'ORIENT

Il n'est pas facile de retracer l'histoire du chawarma tant ceux qui en revendiquent l'invention sont nombreux. D'aucuns disent que cette recette de viande a été mentionnée pour la première fois dans un écrit datant du XIVe siècle et qu'elle était connue des nomades en Asie. D'autres affirment que c'était un mets de luxe à la cour royale indienne du XIIIe siècle. Selon la version la plus répandue, ce serait une invention turque arrivée d'Anatolie à la moitié du XIXe siècle, grâce à Iskandar Ef-

fendi, restaurateur dans la ville de Bursa. Chawarma serait ainsi la déformation du mot turc çevirme qui signifie « tourner » ou « pivoter ». Le plat se serait ensuite propagé en Syrie, pendant les voyages du hajj, le pèlerinage à la Mecque, ou à travers un certain Seddiq Al-Khabbaz qui, après avoir quitté son emploi chez Iskandar Effendi à Bursa, aurait ouvert son propre restaurant à Damas. Il aurait alors ajouté à sa marinade des graines de cardamome qui caractérisent le goût du chawarma syrien jusqu'à aujourd'hui. Les Syro-Libanaïens (chawâm) qui sont arrivés en Égypte à travers deux grands flux migratoires au XVIIIe et XIXe siècles, jouant le rôle d'intermédiaire entre les diverses communautés existantes, ont par la suite aidé à populariser le sandwich sur le plan local et à le démocratiser.

Ahmed Abou Ali, l'un des chefs chawarma qui travaille depuis quatre ans pour Al-Agha a appris les mille et une ficelles du métier dans les années 1980 en Irak. Là-bas, la broche est beaucoup plus longue, et le chawarma est surnommé « al-gass » ou les « cisailles », parfois cuit avec des légumes. Son parcours fait de lui un véritable connaisseur de toutes les variétés du plat puisqu'il a passé plusieurs années en Jordanie avant de revenir au Caire. Abou Ali surveille la broche de viande en train de rôtir, précisant que le chawarma au poulet est une invention syrienne, et que son secret réside dans le mahaleb, épice aromatique tirée du noyau de la cerise noire. Il a vu le prix du sandwich passer de 35 livres égyptiennes à 105 (soit de 70 centimes à 2 euros) en l'intervalle de 4 ans. À cause de la crise économique et de la cherté de la vie, les prix de certaines denrées alimentaires ont quadruplé, tandis que d'autres ont été multipliés par dix. « Les petits commerces n'ont pas survécu à la crise du Covid-19, seuls les grands ont pu tenir le coup », explique-t-il.

Son assistant de 18 ans, Ghayth, Syro-Palestinien, acquiesce d'un signe de tête. Arrivé au Caire il y a deux ans pour rejoindre son frère aîné, un grand chef de cuisine vivant là depuis une dizaine d'années, il a promis à son père, resté à Damas, de ne rentrer qu'après être devenu un grand chef chawarma. Ce séjour lui permettra sans doute de découvrir les différentes manières de se réapproprier un plat. La sociologue et universitaire Malak Rouchdy souligne dans son étude « The Food Question in the Middle East » :

Tout ingrédient, tout plat, originaire d'un endroit précis, voyage et connaît plusieurs vies. En Égypte, très pauvre en herbes jusqu'au XIXe siècle, la nourriture a toujours été liée au commerce. De tous temps, les épices et les herbes aromatiques ont été ramenées d'Afrique ou du Levant. Et dès lors qu'il s'agit de faire du commerce, les plats ont été adaptés pour satisfaire les goûts. Avec les échanges et la globalisation, commencés avec la Route de la soie, des transferts ont eu lieu. Les Syriens, qui sont fûtes, vont ainsi modifier l'alimentation égyptienne, et façonner les saveurs comme ils l'ont déjà fait. C'est normal : nous n'avons pas en Égypte une cuisine complexe. Aujourd'hui, des gens très simples utilisent la mélasse de grenade pour revisiter les recettes traditionnelles, ce qui n'était pas du tout fréquent avant.

Et les peurs que cela provoque ? Pour elle : « Les voix qui s'élèvent pour sauver l'identité nationale reflètent un désir de se survaloriser, de se démarquer, de dire : après tout vous êtes chez nous ! Mais entre l'assimilation et la démarcation, il existe aussi de nombreuses nuances, des zones grises. »



Par Rédaction internationale

Cette guerre, rappelle la même source, a fait plus de 118 000 morts et blessés Palestiniens, dont au moins 15 438 enfants et plus de 10 000 femmes, en plus d'environ 10 000 disparus, dans un contexte d'énormes destructions et de famine qui a déjà coûté la vie à plusieurs enfants et personnes âgées.

Par ailleurs, en effet, selon un communiqué du bureau des médias, rendu public sur Telegram : "Plus de 3 500 enfants de moins de cinq ans risquent de mourir à petit feu dans la bande de Gaza à cause de la politique de l'occupation israélienne qui affame les enfants". La même source a fait état "d'une pénurie de lait et de nourriture, d'un manque de suppléments nutritionnels, privant les enfants de vaccinations et empêchant l'entrée de l'aide humanitaire pour la quatrième semaine consécutive, dans un terrible silence international". Le 7 mai, l'armée israélienne a pris le contrôle du côté palestinien du point de passage terrestre de Rafah, frontalier avec l'Égypte (sud), causant sa fermeture, rendant impossible l'évacuation des blessés pour se faire soigner et l'entrée de l'aide humanitaire, déjà bien rare.

Le bureau des médias a confirmé que ces enfants souffrent de "malnutrition avancée qui a affecté leur physionomie, les exposant au risque de contracter des maladies infectieuses létales et retardent leur croissance, posant ainsi de sérieux risques à leur survie".

"Ces enfants n'ont désormais pas accès aux services de base, comme la nourriture, les soins médicaux et un suivi médical régulier, et leur situation est aggravée par le fait d'être privées des vaccins et des doses de médicaments qui leur ont été allouées dans les premières années de leurs vies", a expliqué la même source.

L'autorité gazaouie a appelé à "une réponse radicale et immédiate à toutes les crises auxquelles ils sont systématiquement confrontés par l'occupation israélienne, au premier rang desquelles la fourniture de nourriture, de soins médicaux, de suppléments nutritionnels, de vaccins et de nourriture destinée aux enfants".

"Les enfants en particulier ont besoin de soins psychologiques avancés, en lien avec l'horreur de ce qu'ils ont vécu.

Agression sioniste à Gaza

Au moins 15 438 enfants tués et plus de 3 500 menacés par la famine

Le bureau des médias du gouvernement à Gaza a alerté hier, lundi, contre la famine qui menace la vie de 3 500 enfants de la bande de Gaza, sur fond d'état de siège et de guerre israélienne qui se poursuit depuis le 7 octobre, a rapporté, hier, l'agence presse turque Anadolu.



Pendant la guerre génocidaire, 15 438 enfants ont été tués et des dizaines de milliers d'autres ont été blessés, et plus de 17 000 d'entre eux se retrouvent sans l'un ou les deux parents", a alerté le bureau des médias appelant la communauté internationale, les Nations unies, les organisations internationales et les organisa-

tions de protection de l'enfance, ainsi que tous les pays du monde à "assumer leurs responsabilités et à sauver les enfants de Gaza".

Selon le bureau des médias, "335 000 enfants qui vivent une vie extrêmement difficile à cause de la guerre d'extermination, des déplacements et des autres conditions imposées

par l'agression israélienne".

Pour la 18^e année consécutive, Israël continue d'imposer un état de siège contre la bande de Gaza. La guerre menée par l'État hébreu a contraint environ deux millions d'habitants de l'enclave, sur environ 2,3 millions de Palestiniens, à fuir leurs foyers dans des conditions catastrophiques, sur fond

de graves pénuries de nourriture, d'eau et de médicaments.

Le bureau des médias a également appelé "la Cour pénale internationale et tous les autres tribunaux internationaux et tous les juges libres du monde" à "poursuivre les criminels de guerre israéliens et américains qui ciblent systématiquement les enfants".

Et de souligner la nécessité de "faire pression sur l'occupation et les Américains pour qu'ils mettent fin à la guerre génocidaire, ouvrent le point de passage terrestre de Rafah, le point de passage de Kerem Shalom et tous les points de passages terrestres, et autorisent l'entrée des divers types de nourriture pour enfants".

Depuis le début de la guerre, les États-Unis ont fourni à leur allié Israël un soutien important sur le plan militaire, sur le plan du renseignement et au niveau diplomatique.

Israël poursuit la guerre contre Gaza malgré les ordres de la Cour internationale de Justice de cesser immédiatement l'offensive terrestre contre la ville de Rafah (sud), et de prendre des mesures pour prévenir les actes "génocidaires" et améliorer la situation humanitaire désastreuse dans la bande de Gaza.

R. I./AA

Sahara occidental

Plus de 80 morts dans des attaques de drones marocains depuis 2021

Plus de 80 morts ont été recensés ces dernières années dans des attaques de drones de l'armée d'occupation marocaine contre les territoires libérés du Sahara occidental, poussant des milliers de Bédouins sahraouis à quitter les lieux, rapporte le quotidien français "La Croix".

Dans un reportage publié récemment, le journal affirme qu'un recensement réalisé dans les camps de réfugiés par l'Association des familles des prisonniers et disparus sahraouis, révèle que "les drones ont fait 86 morts et détruit 49 véhicules de Bédouins", précisant que depuis la fin de l'année 2021, les tirs de drones ont commencé à cibler les nomades.

"L'objectif est de +nettoyer+ cette zone de toute présence civile", a expliqué au journal français, Abdeslam Omar Lahcen, président de l'association.

Parti sur les traces de ce qu'il restait d'un campement de Bédouins, attaqué par des drones marocains, le quotidien français rencontre une survivante de ces frappes.

"Le 28 janvier 2022, les engins volants se sont approchés une première fois.

Rien à voir avec le vacarme des avions de

chasse. C'est comme du vent qui souffle", a expliqué Radijatou, 69 ans, au journal.

Au deuxième passage, a-t-elle poursuivi, "ce fut pour tirer sur le Land Rover de la caravane".

Le journal, qui rapporte ce témoignage fort édifiant sur les violences marocaines à l'égard des civils sahraouis, précise que "dans la voiture, le conducteur meurt, et deux autres, dont le fils de Radijatou, sont blessés".

"Tout le monde s'est dispersé en courant dans l'angoisse et le deuil. Nous ne nous sommes pas retrouvés avant la fin de la journée", a-t-elle ajouté, faisant remarquer que le groupe a dû sa survie à d'autres Bédouins qui "ont suivi leur trace" pour ramener leurs voitures.

"Ce sont eux qui ont trouvé et enterré notre mort. Ils nous ont donné du thé, du sucre, de la farine, mais cette nuit-là, nous n'avons ni mangé ni dormi", a-t-elle affirmé.

C'est ainsi que le groupe s'est fait chasser par des drones de l'armée marocaine comme 20.000 à 30.000 autres Bédouins qui vivaient là depuis des générations, précise encore le quotidien "La Croix".

Le journal révèle d'ailleurs que dans le camp

de réfugiés de Smara, rares sont ceux qui ne connaissent pas une victime de drone. Il cite, à ce titre, le cas de Fatimato qui avait 3 ans en 1975, lorsque sa famille a quitté Laâyoune occupée pour les camps de réfugiés. "Un jour, des officiels de l'armée sahraouie sont venus raconter ce qu'il s'était passé au front pour son mari. Ses camarades marquaient une pause technique, tandis qu'il était resté au volant du 4x4. Là encore le vent a soufflé, avant le fracas de l'explosion. Le corps est resté sur place : un martyr doit être enterré là où il est tombé", a rapporté le journal.

Selon "La Croix", les drones sont entrés en action peu après la normalisation des relations entre le Maroc et l'entité sioniste en 2020.

"Ce rapprochement est venu réaffirmer une coopération militaire de longue date" entre les deux parties, rappelle le journal, soutenant que "Rabat a même franchi un cap technologique important ces dernières semaines". En effet, le constructeur sioniste de drones militaires BlueBird Aero Systems a annoncé en avril la création d'une unité de production sur le sol marocain.

APS

Point marchés

Hausse en vue en Europe, la BCE attendue

- * Le Dow Jones et le S&P ont fini vendredi dans le vert
- * La BCE devrait entamer jeudi son assouplissement monétaire
- * L'indice de l'activité manufacturière à l'agenda en Europe
- * L'activité des usines en hausse en Chine, au Japon et en Corée du Sud

Les principales Bourses européennes sont attendues en hausse lundi à l'entame d'une semaine qui devrait être marquée par la première baisse des taux directeurs de la Banque centrale européenne (BCE) et peut-être celle aussi de la Banque du Canada (BoC), tandis que la séance du jour sera dominée par la publication des PMI manufacturiers en Europe.

D'après les premières indications disponibles, le CAC 40 parisien devrait gagner 0,85% à l'ouverture. Le Dax à Francfort pourrait avancer de 0,98%, tandis que le FTSE 100 à Londres devrait prendre 0,80%. L'indice Euro-Stoxx 50 est attendu en progression de 1,04%.

Le marché prendra connaissance un peu avant 08h00 GMT des chiffres définitifs de l'activité manufacturière en mai dans les principaux pays d'Europe alors que l'indicateur préliminaire avait montré que l'activité du secteur en zone euro avait touché un plus haut en 15 mois à 47,4, après 45,7 en avril.

Si ce chiffre se confirme, cela devrait rassurer les investisseurs qui redoutent un décrochage de l'économie européenne comparative aux Etats-Unis.

C'est dans ce contexte que la BCE devrait, selon un consensus largement partagé par les économistes et les marchés, abaisser jeudi de 25 points de base ses taux directeurs alors que l'inflation dans le bloc monétaire s'est établie à 2,6% le mois dernier. L'incertitude demeure cependant sur la trajectoire des taux de la BCE au-delà de juin, tandis que celle de la Réserve fédérale américaine (Fed) est encore plus floue, une baisse des coûts d'emprunt aux Etats-Unis n'étant pas attendue avant novembre.

La Banque du Canada, elle, devrait annoncer sa décision de politique monétaire mercredi et l'enquête Reuters prévoit que son principal taux directeur passera à 4,75%.

A WALL STREET

La Bourse de New York a fini plutôt rassurée vendredi par les derniers chiffres d'inflation aux Etats-Unis.

Le Dow Jones a achevé la semaine sur une note positive, avec une hausse de 1,51% à 38.686,32 points. Le S&P a pris 0,85% à 5.280,01 points. Seul le Nasdaq a fini stable (-0,01%) à 16.735,015. L'indicateur majeur du jour, l'indice d'inflation PCE, est ressorti en hausse de 0,3% sur un mois en avril, de 2,7% sur un an, des chiffres conformes aux attentes bien que peu susceptibles de clarifier



les décisions à venir de la banque centrale américaine.

Dell a plongé de près de 18% après l'annonce d'une prévision de bénéfice trimestriel inférieur aux attentes, tandis que Gap a bondi de 28,6% après la révision à la hausse de ses perspectives annuelles.

EN ASIE

A la Bourse de Tokyo, l'indice Nikkei avance de 1,11% à

38.916,15 points. Le Topix, plus large, prend 0,92% à 2.797,9 points.

Côté indicateurs, l'activité des usines japonaises a augmenté en mai pour la première fois en un an, tandis que celle en Corée du Sud a progressé au rythme le plus rapide en deux ans, montrent les PMI.

L'indice MSCI regroupant les valeurs d'Asie et du Pacifique (hors Japon) rebondit de 1,4% après une baisse de 2,5% la semaine

dernière.

En Chine, le SSE Composite de Shanghai s'octroie 0,53% et le CSI 300 progresse de 0,03%, alors que l'activité manufacturière a accéléré en mai à un pic de deux ans, selon une enquête privée publiée par Caixin.

LES VALEURS A SUIVRE EN EUROPE: CHANGES/TAUX

Le dollar est pratiquement stable



(+0,03%) face à un panier de devises de référence alors que le billet vert a enregistré en mai sa première baisse en rythme mensuel depuis le début de l'année, plombé par les incertitudes sur l'évolution des taux de la Fed.

L'euro se traite à 1,085 dollar (+0,04%) et la livre sterling s'échange à 1,2738 dollar (-0,01%).

Le rendement des bons du Trésor américain à dix ans se replie de 2,5 points de base, à 4,4867%.

Les marchés anticipent actuellement une réduction des taux de la Fed de 37 points de base d'ici la fin de l'année.

PÉTROLE

Le marché pétrolier est en léger repli malgré la décision de l'Opep+ de prolonger ses baisses de production jusqu'en 2025: le Brent reflue de 0,14% à 81,00 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) de 0,1% à 76,91 dollars.

Selon plusieurs analystes, dont ceux de Goldman Sachs, les investisseurs digèrent pour le moment la décision de l'Opep+.

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES À L'AGENDA DU 3 JUIN PAYS GMT INDICATEUR PÉRIODE CONSENSUS PRÉCÉDENT FR 07h50 Indice PMI S&P/HCOB mai 46,7 46,7*

manufacturier (définitif) DE 07h55 Indice PMI S&P/HCOB mai 45,4 45,4*

manufacturier (définitif) EZ 08h00 Indice PMI S&P/HCOB mai 47,4 47,4*

manufacturier (définitif) GB 08h00 Indice PMI S&P/CIPS mai 51,3 51,3*

manufacturier (définitif) USA 14h00 ISM manufacturier mai 49,6 49,2 *première estimation

Inde

La Bourse indienne au plus haut historique après les élections législatives

Les indices NES Nifty 50 et le Sensex ont atteint des pics absolus, en même temps que la roupie indienne s'est redressée. Les sondages à la sortie des urnes laissent entrevoir une nette victoire du parti du premier ministre Narendra Modi.

« Il y a fort à parier que le Sensex surpassera la plupart des bourses asiatiques et les actions mondiales, étant donné que la série de facteurs macroéconomiques, politiques et de crédit positifs contribue à alimenter les flux de fonds ». Cette déclaration de Vishnu Varathan, l'économiste en chef pour l'Asie hors Japon de Mizuho Bank, résume bien l'enthousiasme des milieux d'affaires à l'issue du dernier tour des élections législatives, samedi 1er juin. En six semaines, près d'un milliard d'Indiens se sont rendus dans les bureaux de vote. Selon les sondages à la sortie des urnes, l'Alliance démocratique nationale, dirigée par le Bharatiya Janata Party, du Premier ministre sortant Narendra Modi, aurait récolté bien plus que les 272 sièges nécessaires pour obtenir la ma-

jorité à la chambre basse, qui compte 543 sièges. Une victoire éclatante, donc. Après des semaines d'inquiétude, les marchés ont laissé exploser leur joie : l'indice NSE Nifty 50 a gagné 3,6%, touchant un pic historique à 23.338 points, tandis que le BSE Sensex, le principal indice de la Bourse de Bombay, s'est adjugé 3,75%, pour rallier 76.738 points, du jamais-vu ! A l'inverse, l'indice de volatilité du NSE, qui mesure les fluctuations implicites à 30 jours, s'est effondré de 22%, au plus-bas depuis trois semaines.

Déboucement

De son côté, la devise nationale, la roupie, s'est redressée. « Nous [allons assister à] des entrées de dollars sur les fonds étrangers qui achèteront des actions et de la dette nationales », prédit Dilip Parmar, expert en recherche sur les devises étrangères chez HDFC Securities. De manière globale, les investisseurs étrangers ont mis fin à leurs positions courtes,

c'est-à-dire leurs paris baissiers sur l'Inde. Le rally haussier a été mené par les grandes entreprises de service public, dont Power Grid et NTPC, dans la production d'électricité. Les gestionnaires d'infrastructures ont aussi gagné du terrain, le prochain gouvernement allant très certainement continuer à mettre l'accent sur la croissance, via les dépenses d'investissement. La jauge du BSE des entreprises d'Etat a bondi de 7,1%, tandis qu'un indice des entreprises de biens d'équipement a grimpé de plus de 6%. Les actions du conglomérat portuaire et énergétique Adani ont progressé, avec en tête son unité de production d'électricité, qui a grimpé de plus de 16%.

Une nouvelle n'arrivant jamais seule, l'agence S&P a revu à la hausse ses perspectives pour l'Inde, les faisant passer de « stables » à « positives », jetant ainsi les bases d'un relèvement de la note de crédit du géant asiatique. Cette décision pourrait faire baisser les coûts d'emprunt du pays et soutenir encore son essor économique.



Kenya la promesse agricole de Shamba Pride séduit les investisseurs

EDFI AgriFI, initiative de financement de l'agriculture de l'UE, et le fonds généraliste de capital-risque Seedstars Africa Ventures annoncent un investissement stratégique pré-série A (financement avant l'accélération de la croissance) de 3,7 millions de dollars dans Shamba Pride, une PME agricole pionnière, basée au Kenya.

Dans le cadre de cet accord, EDFI AgriFI fournira un prêt à long terme de 2 millions de dollars, afin de favoriser le développement durable et la croissance économique dans les pays en développement. Seedstars Africa Ventures - qui était déjà investisseur dans la startup depuis 2021 - a engagé 1,7 million de dollars supplémentaires en fonds propres, réaffirmant ainsi son soutien à l'entreprise et catalysant les investissements de fonds internationaux dans l'entreprise.

Faciliter aux petites agriculteurs l'accès aux intrants

Au Kenya, Shamba Pride relève depuis sa création le défi de four-

C'est un tour de table de 3,7 millions de dollars que vient de finaliser la startup kenyane, désireuse de se développer en franchise. Un financement accordé par l'Initiative de financement de l'agriculture de l'Union européenne (EDFI AgriFI) et le fonds Seedstars Africa Ventures.



nir des intrants, de services et d'informations agricoles de « qualité et abordables » aux petits exploitants des zones rurales. Connue pour son approche innovante, l'entreprise a mis en place une plateforme qui permet aujourd'hui aux magasins agroalimentaires du dernier kilomètre d'offrir des services numériques, notamment en facilitant les commandes et les achats en ligne, ainsi que la livraison hebdomadaire à domicile des produits, ce qui réduit les ruptures de stock. « Ce modèle permet non seule-

ment de créer de nouveaux emplois, mais aussi de donner accès aux intrants agricoles aux petits exploitants des zones rurales reculées à des prix plus abordables », argumente le management d'EDFI AgriFI et de Seedstars Africa Ventures.

Cet investissement stratégique vise également à soutenir Shamba Pride dans l'expansion de ses activités actuelles au Kenya et dans le développement de services supplémentaires. Le financement permettra à l'entreprise de développer son réseau de

franchises et de bénéficier d'un fonds de roulement supplémentaire pour s'approvisionner en intrants agricoles en vrac, ce qui aura pour effet d'accroître l'impact dans les zones rurales.

« Samuel Munguti (CEO de Shamba Pride, NDLR) a mis à profit son expérience de la chaîne d'approvisionnement et du marketing au sein d'entreprises de biens de consommation à rotation rapide pour perturber le secteur local des intrants agricoles. Nous sommes ravis de soutenir une initiative numérique innovante et locale qui révolutionne l'écosystème des intrants agricoles dans les zones rurales, avec des avantages significatifs pour les agriculteurs », explique Robin Boereboom, Senior Investment Officer d'EDFI AgriFI.

Un écosystème de startups parmi les plus dynamiques du continent

Pour rappel, EDFI AgriFI, l'Ini-

tiative de financement de l'agriculture de l'UE, est une facilité d'investissement à impact financée par l'Union européenne, dont le mandat est de débloquent, d'accélérer et d'exploiter des investissements durables dans les moyennes, petites et micro-entreprises agricoles qui opèrent dans les pays en développement, en mettant l'accent sur l'inclusion des petits exploitants. AgriFI est géré par EDFI Management Company au nom des 15 institutions européennes de financement du développement (IFD). Une des économies les plus avancées du continent, pôle technologique régional innovant et pratiquement leader du mobile money, le Kenya dispose aujourd'hui d'un secteur privé de l'agritech parmi les plus dynamiques du continent, avec plus de 100 entreprises recensées en 2021. En 2023, l'écosystème de startups kényan a été classé au troisième rang, derrière l'Afrique du Sud et Maurice, des 10 meilleurs écosystèmes du continent.

«Le premier tweet rédigé par la pensée» : une start-up crée une technologie inclusive pour «contrôler un ordinateur avec votre esprit»

C'est une révolution, et elle est française. La start-up marseillaise Inclusive Brain a développé une technologie qui permet de contrôler un ordinateur par la pensée. Explications. "Fierté française", se réjouit Emmanuel Macron ce 31 mai, en publiant sur son compte X, anciennement twitter, ce qu'il présente comme "le premier tweet de l'Histoire rédigé et publié uniquement par la pensée". Une phrase digne d'un film de science-fiction, et pourtant, une prouesse bien réelle, et française qui plus est, puisqu'on la doit à la start-up marseillaise Inclusive Brains. Elle a développé la technologie appelée Prometheus, qui permet de contrôler un ordinateur par la pensée.

C'est grâce à cette technologie, accompagnée d'un exosquelette qu'une femme souffrant d'un handicap physique a pu porter la flamme olympique lors de son passage dans la cité phocéenne au début du mois de mai.

Une IA nourrie aux données neurophysiologiques

Le but de cette technologie, accessible à tous, est aussi de permettre à des personnes qui ont perdu l'usage de leurs membres de retrouver du contact avec l'extérieur. "Être capable de contrôler un ordinateur avec votre esprit, vos yeux ou en clignant des yeux ou

en serrant les poings changera la vie de nombreuses personnes paralysées car cela leur permettra de communiquer avec le monde", indique la start-up dans un communiqué. Comment fonctionne une telle technologie ? "Nous entraînons nos modèles d'IA avec différents types de données neurophysiologiques telles que les ondes cérébrales, les muscles du visage, les mouvements oculaires ou les battements cardiaques. C'est le seul moyen de véritablement permettre aux machines et aux environnements numériques de s'adapter à la singularité de chaque utilisateur et à ce qu'il ressent en temps réel", indique encore le communiqué.

Un casque sur la tête pour contrôler le curseur

Quant au tweet, posté vendredi 31 mai, il a été rédigé à l'occasion d'une démonstration publique à Genève dans le cadre du sommet "AI for good", des Nations Unies, rappelle le Huffington Post. Un casque sur la tête, le démonstrateur n'a eu besoin que de sa pensée pour contrôler le curseur qui a permis d'écrire le message.

Une technologie qui rappelle Neuralink, la société d'Elon Musk, qui a récemment fait parler d'elle après la démonstration d'un homme tétraplégique jouant aux échecs par la pensée.

Révolution énergétique : La start-up cixten convertit la chaleur fatale en ressources précieuses

Dans un monde confronté à des défis énergétiques de plus en plus pressants, la start-up française Cixten émerge comme un pionnier dans le domaine de la valorisation de la chaleur fatale. Fondée en 2022 par Pierre-Yves Berthelemy et ses 2 associés, Cixten développe une technologie novatrice pour convertir la chaleur perdue des processus industriels en sources d'énergies utiles et durables.

Les enjeux de la chaleur fatale

La chaleur fatale, cette énergie dissipée et souvent négligée issue des processus industriels, représente un gisement colossal inexploité. En France, elle équivaut à l'énergie produite par 20 réacteurs nucléaires. Face à l'urgence climatique et à la nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre, la valorisation de cette chaleur perdue devient un impératif dans les enjeux de la transition énergétique.

La solution de Cixten

Cixten propose une solution disruptive pour exploiter efficacement la chaleur fatale, même à basse température. En utilisant les propriétés uniques du CO2 en phase supercritique, la start-up a développé une machine thermique innovante capable de convertir la chaleur à partir

de 60°C en électricité, compression de gaz ou réchauffe thermique. Cette technologie offre non seulement un rendement élevé, mais aussi une modularité et une scalabilité qui la rendent adaptable à une variété de secteurs industriels.

Vers une économie circulaire de l'énergie

En s'adressant principalement aux industriels émettant de la chaleur fatale à des températures supérieures à 60°C, Cixten vise à intégrer sa technologie sur les installations existantes en offrant ainsi une solution clé en main pour réduire la consommation d'énergie primaire et les émissions de CO2.

Avec une ambition de maturité commerciale d'ici 2026, la start-up aspire à devenir un acteur majeur du recyclage énergétique à l'échelle européenne, tout en contribuant à la lutte contre le dérèglement climatique.

La transformation de la chaleur fatale en ressource précieuse industrielle marque une étape cruciale dans la transition vers une économie circulaire et bas carbone. Grâce à des innovations comme celles développées par Cixten, il devient possible de valoriser efficacement un gisement d'énergie jusqu'ici peu ou pas utilisé, ouvrant ainsi la voie à un avenir énergétique plus durable et résilient.

MOTS FLÉCHÉS N°879

Conservateurs	Divisions	Enveloppe	En matière de	Pays
Charmantes	Commune française	Cité légendaire	Lichens	Outil
Réduisis la voile				Unité de pression
Poèmes				Ville des Pays-Bas
		Paresseux		Commune française
		Rayon		
Sans s'en rendre compte			Diffusa	
Note			Résulte	
	Vertige			
	Quidam			
Norme		Aller en justice		
Religieux				
			Locution adverbiale	
			Indéfini	
Créés		Genre		
Organisme		Plus qu'admiratif		
		Bouchon		
		Congés		
Vagabonder			Champion	Roi de Juda
Métal mou				A la mode
	Tapis			
Dissipées				Exclamation

Agripper	Aides	A																		
Primes	G	MENT																		
Procs décernés	C	LEMENT																		
Déjà	A	BLE																		
Commun	C	REIL																		
Commune française	C	REAU																		
Commune française	T	ORE																		
Commune française	O	RNA																		
Commune française	I	DI																		
Commune française	C	IR																		
Commune française	S	EAN																		
Commune française	L	I																		
Commune française	L	P																		
Commune française	E	P																		

Solution N°878



Par Arthur Guérin-Turcq

Par cette comparaison, l'anthropologue des techniques François Sigaut met en exergue «l'espèce d'utopie administrative qui s'exprime dans l'espace forestier» en France au XIXe siècle. Et c'est justement aux ressorts idéologiques et aux bases sociologiques de cette utopie qu'est consacré l'ouvrage de Kalaora et Poupardin, qui nous offre un essai d'anthropologie historique des agents de l'administration forestière française. Les auteurs débent l'introduction en rappelant que «les grands corps d'État ont joué historiquement un rôle important dans l'aménagement du territoire et dans les systèmes de représentations qui lui étaient liés» (p. 1). Les deux sociologues confirment ainsi l'idée de Sigaut selon laquelle «l'espace forestier [...] est un des lieux où les tendances les plus lourdes d'une société se donnent libre cours».

Kalaora et Poupardin bâtissent leur démonstration autour deux axes de recherche: l'étude du quotidien administratif et la sociologie historique du personnel forestier. Ces travaux de recherche entendent par-là contribuer aux objectifs scientifiques du Groupe d'histoire des forêts françaises (GHFF) qui documente notamment la dimension anthropologique des pratiques d'appropriation et d'exploitation de la forêt par les corps techniques de l'État.

Chaque article approche à sa manière les forestiers, autant dans leurs représentations du monde que dans leurs expériences vécues. Derrière l'impression d'un corps monolithique, les auteurs s'emploient à nous révéler les trajectoires des individus saisis dans les contradictions internes du grand projet transformateur de la forêt française. Le premier article souligne ainsi les liens entre le pouvoir politique et l'administration forestière en remontant à sa genèse: l'ouverture de l'École de Nancy en 1824 et la promulgation du Code forestier en 1827. Quant aux quatre autres articles, ils se centrent sur le quotidien des forestiers. Le deuxième article étudie par exemple les liens entre l'administration forestière et le Club alpin français, et d'autres associations qui valorisent davan-

De la Restauration à la Belle Époque, de Bernard Kalaora et Denis Poupardin

Le corps forestier dans tous ses états

«Avec ses gardes au statut paramilitaire, son corps d'ingénieurs recrutés au concours et formés dans une Grande école, avec ses traditions, son idéologie et son immense méfiance pour tout ce qui n'est pas elle, l'administration des Eaux-et-Forêts aura certainement été pendant près de deux siècles ce que nous avons eu de plus semblable à l'administration chinoise d'ancien régime», écrit François Sigaut à propos des travaux socio-historiques publiés en 1988 par Kalaora et Poupardin, qui portaient sur le corps forestier français entre 1860 et 1940. Un tel commentaire donne un aperçu du présent ouvrage, un recueil de cinq articles écrits pour leur part entre 1981 et 1984, et publiés pour la première fois en 2023.

Bernard Kalaora et Denis Poupardin

Le corps forestier dans tous ses états

De la Restauration à la Belle Époque



Préface de Raphaël Larrère

L'Harmattan

LOGIQUES SOCIALES

tage le paysage forestier que la ressource bois. Le troisième article s'appuie ensuite sur un matériau d'archives originales, constituées des carrières d'anciens élèves de l'École de Nancy, afin d'analyser les critères de promotion au sein du corps. Le quatrième chapitre étudie les nécrologies parues dans la Revue forestière française pour caractériser les vertus que les dirigeants de l'administration forestière attendent de leurs subordonnés. Enfin, le cinquième chapitre tente de dégager «les appréciations administratives portées sur les agents forestiers» (p. 171). L'objectif est de souligner les conditions de vie des forestiers, souvent difficiles, comme le prouve le changement régulier

d'affectation ou l'habitat précaire des cabanes forestières. Se dessine alors le portrait d'une administration très exigeante vis-à-vis de ses agents.

Car c'est à l'avènement d'une forêt moderne que se battent sans relâche ces «entrepreneurs de morale», au sens de Becker. Dans le deuxième chapitre, Kalaora et Poupardin nous rappellent les efforts de l'administration forestière pour diffuser le discours des bienfaits de la forêt et des méfaits du déboisement. Les ingénieurs forestiers réussissent d'ailleurs à obtenir un réel pouvoir d'influence sur l'aménagement de l'espace rural français au XIXe siècle comme le prouve l'adoption des lois de reboisement de montagne en 1860 et de restaura-

tion de terrain de montagne (RTM) en 1881. Avec le temps, les forestiers construisent une rhétorique efficace, reposant en particulier sur le catastrophisme de l'érosion des sols, un phénomène pourtant peu perçu comme un problème public à l'époque. En rendant visible l'invisible, les forestiers parviennent à convaincre les gouvernants de l'Empire puis de la République d'intervenir en faveur du reboisement. Cette «emphase forestière» sur la nécessaire plantation d'arbres fait évidemment écho aux discours contemporains des institutions pour la protection de l'environnement et des entreprises du marché de l'adaptation climatique.

L'intérêt du recueil est de montrer un groupe social traversé par des tensions multiples, en particulier entre la base et son élite. Pourtant, les grandes controverses forestières ressortent peu dans les archives présentées par Kalaora et Poupardin. L'administration forestière à laquelle est attachée l'École de Nancy promeut le modèle de la forêt monospécifique équienne, soit une forêt composée d'une seule essence et dans laquelle les arbres ont le même âge. Or, au XIXe siècle, des forestiers comme Adolphe Gurnaud ou Roger Ducamp, de l'École de Nîmes, militent pour le taillis sous futaie et des forêts aux essences mélangées. Cette opposition se retrouve aujourd'hui encore entre d'une part la sylviculture productiviste de la filière-bois, et d'autre part la sylviculture jardinée promue notamment par l'association Pro-Silva, qui rassemble les forestiers pratiquant une sylviculture à couvert continu, c'est-à-dire sans coupes rases.

Les discours officiels des forestiers du XIXe siècle expriment le sentiment de transcendance que procure le fait d'être au service de la forêt. Avec l'absolu comme raison d'être, les forestiers se font thaumaturges car ils ne «peuvent être assujettis aux besoins contingents de la société» (p. 188). La

fétichisation de la forêt transforme l'espace-temps des forestiers: le long terme gouverne, l'argent n'a pas d'importance, seule compte la conquête forestière des terres et des esprits. Les forestiers apparaissent, de façon paradoxale, à la fois conservateurs et émancipateurs, d'où l'importance de la sacralisation de la forêt, qui permet à l'administration forestière de se donner l'image d'un corps solide et sans faille. Or, comme le montrent Kalaora et Poupardin, si le corps est si prompt à exprimer son exaltation pour la forêt, il est beaucoup plus discret sur les conditions matérielles d'exercice du métier de forestier. Derrière un discours souvent idéaliste, les sociologues mettent en lumière les ambivalences d'une administration qui ferme les yeux sur les entorses des agents à son code de conduite, et qui peut se réapproprier des pratiques à l'origine contestées. Il en ressort un corps forestier qui sort «de son splendide isolement pour découvrir les vertus de la transaction et du compromis» (p. 9). La publication de l'ouvrage de Kalaora et Poupardin, plus de trente ans après l'écriture des textes, peut paraître anachronique au regard de l'évolution de l'actuel Office National des Forêts (ONF), désormais structuré selon les réformes du New Public Management ayant entraîné une recomposition de l'identité collective du corps forestier, qui n'adhère que partiellement aux impératifs commerciaux». Après un certain silence dans le domaine, de récents travaux documentent les transformations sociologiques du métier d'ingénieur forestier qui se fait «gestionnaire» au service de la transition environnementale. La publication de cet ouvrage est donc essentielle car elle éclaire les chercheurs en sciences humaines désireux de mieux comprendre les mutations contemporaines dans l'administration forestière française.

ECO TIMES

Quotidien Algérien de l'Économie

Édité par SARL SALYA.COM, au capital social de 1.000.000,00 DA

Agrément n° : 63/20

ISSN : 2716-8476

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Lyazid KHABER

Mobile : 0661.23.86.86

E-mail : d.publication@ecotimesdz.com

REDACTION

E-mail : redaction@ecotimesdz.com

DIRECTION

E-mail : administration@ecotimesdz.com

SERVICE COMMERCIAL & PUBLICITE

E-mail : sce.publicite@ecotimesdz.com

PUBLICITE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication, d'Édition et de Publicité»

Agence ANEP 01, Avenue Pasteur -Alger.

Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42

Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 /

020.05.13.77

E-mail : agence.regie@anep.com.dz

programmation.regie@anep.com.dz

agence.oran@anep.com.dz

agence.annaba@anep.com.dz

agence.ouargla@anep.com.dz

agence.constantine@anep.com.dz

IMPRESSION

Société d'impression d'Alger (SIA)

Zone industrielle -Alia Bab Ezzouar - Alger

DISTRIBUTION

Media distribution

Quotidien édité par la SARL
SALYA.COM

Salya.com
COMMUNICATION ÉDITION & PUBLICITÉ

Maison de la Presse Tahar

Djaout, B n° 16 - 01, Rue Bachir

Attar - Place du 1er mai - Alger

RC : 16/00-1043189 B16 / NIS : 0

001616104318909 / NIS : 0

016 1621 02067 56 / N° d'article :

16214101662 / RIB : 038 01602

0011419001 24 / Salam Bank

Agence de Bab Ezzouar - Alger

Email : salyacomdz@gmail.com

/ Site Web : www.salya-dz.com



Salya.com
COMMUNICATION EDITION & PUBLICITÉ



WWW.SALYA-DZ.COM

**AVEC NOUS
VOUS ÊTES
LES
MEILLEURS**

*Notre art
Votre chef-d'œuvre*

**NOTRE MÉTIER : FAIRE DE
VOTRE PARTICIPATION AUX
FOIRES & EXPOSITIONS, UNE
GRANDE RÉUSSITE**

Nous nous occupons de :

- La Fabrication de stand pour foires et expositions ;
- L'Aménagement de stands sur mesure, location de mobilier, montage et installation ;
- La Réalisation de vos différents supports de communication (print, virtuels, audio-visuel) ;
- Relations presse et publicité ;

**POUR NOUS CONTACTER ET DEMANDER UN DEVIS
APPELEZ SIMPLEMENT LE 0661.23.86.86**

EMAIL: SALYACODZ@GMAIL.COM